



ACTION CONTRE LA FAIM

R A P P O R T D ' A C T I V I T É S 2 0 1 1



www.actioncontrelafaim.org



04
05

Présentation d'Action contre la Faim et du réseau ACF
ACF vise un monde sans faim



06
07

La gouvernance
Les ressources humaines

08

Rétrospective



11
12
13

Corne de l'Afrique : une réponse rapide pour éviter un drame humain
Comment prévenir les catastrophes ?
Un département plaidoyer pour des actions plus efficaces

14
16
17
18
19

Nos domaines d'intervention
Nutrition, santé et pratiques de soins
Eau, assainissement et hygiène
Sécurité alimentaire et moyens d'existence
Plaidoyer et sensibilisation



20

La carte des missions d'ACF-France et du réseau ACF

23

Les missions d'ACF-France

43

Le rapport financier

46

Les remerciements aux partenaires



Consultez le rapport d'activités 2011 en ligne
ou téléchargez-le sur www.actioncontrelafaim.org

Retrouvez-nous sur



Couverture : © Sadeque Rahman Saed - Bangladesh
Conception : Planète Com 0143466773 - 2012
Imprimé sur du papier recyclé PEFC
© Action contre la Faim 2012



© ACF - J. Pappacena

Benoît Miribel, président

2011 aura été ponctuée par deux crises majeures, l'une en Côte d'Ivoire et l'autre dans la Corne de l'Afrique. Dans la première, la crise politique ivoirienne a conduit à des rivalités ethniques violentes qui ont eu pour conséquence des déplacements massifs des populations. Ce sont près de 30 000 déplacés qui ont trouvé refuge dans la mission catholique de Duékoué. Les équipes d'ACF sont alors intervenues en urgence apportant une assistance alimentaire mais également du matériel d'accès à l'eau et à l'assainissement. La mobilisation d'importants moyens humains et logistiques a permis d'étendre rapidement nos interventions à l'ensemble de la zone, notamment par des programmes à grande échelle de sécurité nutritionnelle.

Dans la deuxième, le réseau d'Action contre la Faim s'est mobilisé pour limiter les effets d'une double crise dans la Corne de l'Afrique : une crise climatique frappant l'ensemble de la région couplée à une crise politique aggravant la situation au sein de la Somalie, épice de ce désastre. ACF avait alerté dès la fin de l'année 2010 d'un risque de sécheresse, et a confirmé dès le mois de mars un risque imminent de crise alimentaire. L'insuffisance des actions de prévention liée à la difficulté d'accès et la prise en compte tardive de la communauté internationale n'ont pas permis d'éviter une crise nutritionnelle majeure. A l'occasion de cette crise, c'est l'ensemble du réseau ACF qui est intervenu puisque ACF-USA a agi au Kenya quand ACF-France déployait ses actions en Ethiopie, en Somalie et à Djibouti.

Ces 2 interventions montrent la capacité d'ACF à intervenir rapidement et efficacement dans ce type de crise en s'appuyant sur 3 atouts déterminants : la connaissance du terrain par nos experts sur place, la capacité d'ACF à déployer ses équipes d'urgences avec la logistique indispensable, et également notre faculté à communiquer de manière exceptionnelle pour mobiliser rapidement les moyens nécessaires.

Au total, ACF a mis en œuvre plus de 200 projets en 2011 dans 17 pays parmi la cinquantaine où le réseau international ACF est intervenu.

Notre finalité est d'œuvrer pour que de moins en moins de personnes soient dépendantes d'une assistance humanitaire. Dès la phase d'urgence, ACF envisage la phase de réhabilitation et de développement qui suivra pour une appropriation des activités par les populations locales.

Sensibiliser l'opinion publique et les décideurs politiques sont des actions complémentaires aux programmes menés sur le terrain par nos experts. ACF a fortement développé son département plaidoyer, essentiel à notre combat contre la faim, afin d'intervenir non seulement sur les conséquences mais aussi sur les causes de la faim et de la sous-nutrition.

Saisissant l'occasion du G8 et du G20 organisés en 2011 en France, ACF a été à l'origine d'une campagne de plaidoyer internationale « FeedinG20 » signée par plusieurs ONG spécialisées et en faveur d'un renforcement des moyens internationaux pour la sécurité alimentaire et la sous-nutrition.

Notre volonté est d'associer de plus en plus les populations à la mise en œuvre des projets de façon à favoriser le renforcement des capacités locales et l'appropriation des moyens permettant de faire face aux enjeux de la faim et de la sous-nutrition.

La préparation au désastre, les actions de prévention et de préparation des populations à d'éventuelles catastrophes sont des activités qui nous mobilisent de plus en plus car elles sont efficaces, pérennes et souvent moins coûteuses que des interventions d'urgence dans des contextes déstructurés.

Depuis le mois de septembre, ACF a lancé une alerte sur les risques d'une grave crise alimentaire au Sahel pour laquelle toutes nos équipes se mobilisent aujourd'hui afin d'accompagner les 18 millions de personnes vulnérables qui doivent y faire face avec votre soutien.

Ne jamais oublier, ne jamais renoncer

→ QUI SOMMES-NOUS ?

Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats, Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde. Alors que jusque-là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc.), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim.

Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la sous-nutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgences et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs :

- nutrition, santé et pratiques de soins ;
- sécurité alimentaire et moyens d'existence ;
- eau, assainissement et hygiène ;
- plaidoyer et sensibilisation.

En 2011, ACF est intervenue dans plus de 45 pays, venant en aide à près de 6,5 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

NOS VALEURS

Dans son activité, Action contre la Faim respecte les principes suivants énoncés dans la charte :

- indépendance ;
- neutralité ;
- non-discrimination ;
- accès libre et direct aux victimes ;
- professionnalisme ;
- transparence.

Tous les membres d'Action contre la Faim, dans le monde entier, adhèrent à ces principes et s'engagent à les respecter.

LE RÉSEAU INTERNATIONAL (ACF)

Depuis 1995, Action contre la Faim a développé un réseau international (ACF) pour agir plus globalement et intervenir auprès d'un plus grand nombre de personnes.

Le réseau ACF compte aujourd'hui 5 sièges dans le monde : France, Espagne, Royaume-Uni, USA et Canada. Ce réseau accroît considérablement les capacités en ressources humaines et financières, et permet de spécialiser les compétences par siège.

ACF compte également un bureau régional (Dakar), un centre de formation (Nairobi) et 5 plateformes logistiques (Lyon, Paris, Barcelone, Dubai, Panamá).

ACF-France, ACF-Espagne et ACF-USA se consacrent principalement à leurs actions sur le terrain. Dans un souci d'efficacité et de cohérence,

ces trois sièges opérationnels interviennent selon le principe de l'unicité d'action : un siège par zone d'intervention.

ACF-Royaume-Uni se concentre à la recherche et l'évaluation des programmes en s'occupant notamment de l'Observatoire de la faim (« Hunger Watch »). Par ailleurs, ACF-Royaume-Uni joue également un rôle d'intermédiaire auprès de la Coopération britannique (DFID) pour le compte des autres sièges.

ACF-Canada est davantage tournée vers la collecte de fonds publics en Amérique du Nord et la coordination des questions de formation des personnels de terrain.

→ ACF VISE UN MONDE SANS FAIM

A l'horizon 2015, ACF-France a l'ambition d'accroître son impact en activant trois leviers complémentaires : l'action opérationnelle directe, le soutien des acteurs du Sud et le plaidoyer tout en renforçant la cohésion du collectif ACF.

L'objectif principal ? Éradiquer la faim grâce à la prévention, le dépistage, et le traitement de la sous-nutrition, en particulier pendant et après des situations d'urgence, de conflit, de guerre et de catastrophes naturelles.

Le continuum de l'impact

Approches directes

Intervenir directement sur les secteurs traditionnels d'ACF

Approches indirectes

Soutenir nos partenaires, les communautés et les institutions locales

Transférer nos savoirs et savoir-faire

Plaidoyer

Influencer les décideurs politiques et économiques, mobiliser l'opinion publique

PLUS D'IMPACT

Les 3 modes se conjuguent, se complètent et permettent de démultiplier notre force d'impact



MISSIONS SOCIALES ET MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Les missions sociales d'ACF correspondent aux interventions liées à l'objet social de l'organisation défini dans les statuts et dans le projet associatif. Ces domaines d'intervention sont : nutrition, santé et pratiques de soins ; sécurité alimentaire et moyens d'existence ; eau, assainissement et hygiène ; plaidoyer et sensibilisation.

Après avoir évalué et constaté les besoins dans une région affectée par la malnutrition aiguë, ACF met en œuvre des programmes pour la combattre. ACF envoie sur place des équipes et recrute des salariés locaux pour structurer et développer ses programmes sur le terrain. Au siège, les experts assurent la coordination des « missions », apportent une expertise et un support technique dans chacun des métiers d'ACF ainsi qu'un soutien logistique d'ensemble (ressources humaines, achats, comptabilité).

Cette activité au service des bénéficiaires est financée d'une part grâce à des dons d'origine privée (générosité du public, mécénat et partenariat), d'autre part avec des subventions octroyées par des bailleurs institutionnels. Ainsi, les dons privés assurent en premier lieu à ACF la liberté de mener des évaluations de besoins humanitaires, d'initier des projets à tout instant et de financer directement des actions sur le terrain en totalité ou en complément de fonds institutionnels. En 2011, pour 1 euro confié à ACF par un donateur, ACF aura perçu 1,6 euro supplémentaires provenant de partenaires institutionnels ou privés, permettant de financer un total de 2,6 euros d'activité.

© Emmanuel Simiand - RCA

GOUVERNANCE GÉNÉRALE

Assemblée Générale (AG)

L'assemblée générale d'Action contre la Faim-France (ACF-France) est l'organe souverain de l'association. Elle regroupe l'ensemble de ses membres et veille au développement des actions de l'association dans le respect de sa charte et de son préambule. Elle se réunit une fois par an et mandate le conseil d'administration qu'elle renouvelle par tiers. En 2011, l'association comptait 547 membres.

Conseil d'Administration (CA)

ACF-France est administrée par un conseil d'administration, élu par l'AG. Il veille à la mise en œuvre du projet de l'association conformément aux choix de l'AG. Il désigne un Président et un Bureau plus particulièrement chargés du suivi et du contrôle de l'association.

Direction Générale

La gestion exécutive des activités de l'association est déléguée à une direction générale, sous l'autorité d'un Directeur général, formée de 8 directions distinctes :

- une direction générale (François Danel) ;
- une direction des opérations (Thomas Gonnet) ;
- une direction scientifique et technique (Ioana Kornett) ;
- une direction du plaidoyer (Serge Breysse) ;
- une direction de la communication et du développement (Valérie Daher) ;
- une direction administrative, financière et des systèmes d'information (Gilles Bonnet) ;
- une direction des ressources humaines (Catherine Di Maria) ;
- une direction logistique (Erland Egiziano).

SYSTÈME D'ÉVALUATION DE L'IMPACT ET DE L'EFFICACITÉ DE L'ACTION DE L'ORGANISATION

Comité d'Audit

Le comité d'audit a pour mission d'assister le conseil d'administration dans l'exercice de sa fonction de surveillance des affaires et de la gestion de l'association afin d'en maîtriser les risques dans le respect des principes de gouvernance. Il intervient notamment dans 3 domaines principaux :

- les comptes et l'information financière ;
- les risques et le contrôle interne ;
- l'audit interne et externe.

Audit interne

L'audit interne, service créé en 2008, a pour mission de donner à l'organisation une évaluation du degré de maîtrise de ses opérations et de lui apporter ses conseils pour les améliorer. Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant ses processus de management des risques à incidence financière, ses processus de contrôle et de gouvernance. Il formule des propositions pour renforcer leur efficacité. En 2011, 4 audits ont été réalisés sur les missions Afghanistan, Bangladesh, Sierra Leone et Zimbabwe.

Contrôles externes

Des commissaires aux comptes indépendants garantissent la rigueur de notre gestion et la transparence de nos comptes, publiés chaque année. De plus, les grands bailleurs de fonds institutionnels internationaux (ECHO, USAID) exercent un contrôle permanent sur nos comptes, au siège comme sur le terrain. Enfin, ACF-France est susceptible d'être auditée à tout moment par la Cour des comptes et l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales).

Comité de la Charte

ACF-France est membre du Comité de la Charte, organisme de surveillance qui rassemble des associations et fondations françaises qui ont en commun le respect d'une série de principes déontologiques en termes de rigueur budgétaire et de transparence des comptes. En 2010, le Comité de la Charte a rendu son rapport triennal et renouvelle l'agrément d'ACF-France du don en confiance.

Conseil Scientifique

Le conseil scientifique international du réseau d'Action contre la Faim réunit des experts scientifiques issus du milieu de la recherche et du monde universitaire. Il assiste le réseau ACF dans la définition des priorités de recherches et apporte un soutien aux programmes de recherche en cours. Le CSI vient également en appui sur les problématiques de recherche actuelles et aide le réseau à prévoir les grands enjeux de demain en mobilisant les réseaux scientifiques internationaux.

Le conseil scientifique s'est réuni les 14 et 15 mars 2011 au siège d'ACF-Londres, ainsi que les 27 et 28 octobre 2011 au siège d'ACF-Paris.

→ LES RESSOURCES HUMAINES

Le respect de notre mandat et notre efficacité dans la lutte contre la faim s'incarnent au quotidien dans les hommes et les femmes qui travaillent au terrain et au siège à nos côtés. Leur motivation, leur engagement et leurs compétences constituent la force d'ACF. Soutenir et développer ce potentiel humain est un enjeu stratégique pour notre organisation.

En 2011, plusieurs projets ont été initiés :

- la refonte de la classification des emplois, de la grille salariale et de la politique de rémunération, au siège, a été un chantier d'envergure avec un triple objectif : transparence, équité et compétitivité ;
- des avancées technologiques qui changent la vie, comme la refonte du site de recrutement en ligne qui renforce notre efficacité et notre réactivité ;
- le lancement du « CDI terrain » pour les Directeurs Pays qui est une première dans l'histoire d'ACF. Ce projet est cohérent avec notre objectif de fidélisation ;
- la production de « standards de vie » pour les lieux de vie de nos collaborateurs sur le terrain ; une contribution à l'allongement des durées de mission terrain ;
- la décentralisation de la fonction RH sur le terrain pour plus de proximité et d'efficacité.

■ L'ensemble de ces projets, dont la liste n'est pas exhaustive, ont poursuivi une triple finalité : rationaliser l'organisation de la filière RH au siège comme sur le terrain, développer de nouvelles activités RH à forte valeur ajoutée et rationaliser nos pratiques de travail, processus et outils afin de gagner en performance et en efficacité.

CHIFFRES CLÉS

Effectifs

- 200* salariés au siège (148 en CDI et 52 en CDD, y compris les contrats d'alternance) ;
- 206* expatriés sous contrat ;
- 2843* salariés nationaux ont travaillé sur l'ensemble des missions ACF en 2011 ;
- Le ratio d'expatriés effectuant leur 1^{re} mission humanitaire avec ACF a baissé, passant de 32% fin 2010 à 24% fin 2011.

Ancienneté moyenne

- Salariés siège : 3,2 ans*, contre 3,6 ans* en 2010 ;
- Expatriés : 28,8 mois* en 2011, contre 20,7 mois* en 2010 et la durée moyenne d'une mission a augmenté en passant de 7,19 mois* en 2010 à 7,7 mois* en 2011 ;
- Salariés nationaux : 2 ans*.

Moyenne d'âge

- Salariés siège : 35,1 ans*, contre 34,9 ans* en 2010 ;
- Expatriés : 34,6 ans*, comme en 2010 ;
- Salariés nationaux : 34,4 ans*.

Ratio homme/femme

- Salariés siège : 62% de femmes et 38% d'hommes* ;
- Expatriés : 47% de femmes pour 53% d'hommes* ;
- Salariés nationaux : 22% de femmes pour 78% d'hommes*.

Politique de rémunération

Le rapport entre la moyenne des 10 salaires les plus hauts et la moyenne des 10 salaires les plus bas va de 1 à 2,62.

*Moyennes sur l'année 2011
Autres chiffres au 31/12/2011





© ACF, L. Grosjean - Haïti

01 JANVIER

→ Haïti ou les stigmates du séisme

2 ans après le séisme qui a frappé Port-au-Prince, Haïti n'a toujours pas cicatrisé. Le pays peine à se reconstruire et sa population en subit encore les conséquences : 500 000 Haïtiens vivent toujours dans des camps. De plus, une épidémie de choléra, près d'un an après la catastrophe, a précipité les Haïtiens dans une situation extrême : 522 335 cas de choléra relevés et 7 001 décès.



© ACF, C. Delattre

05 MAI

→ La Course contre la Faim souffle ses 14 bougies

920 établissements scolaires soit plus de 230 000 jeunes se sont mobilisés pour la 14^e édition de la Course contre la Faim. Cet événement solidaire phare d'ACF a permis de collecter près de 3 millions d'euros. Cette collecte financera, en grande partie, nos programmes au Zimbabwe. Un grand merci à l'ensemble des élèves sensibles à notre cause.

09 SEPTEMBRE

→ FeedingG20 : il est temps d'agir !

ACF s'est associé au mouvement FeedingG20 qui lançait un appel aux dirigeants. Ce sont 26 ONG qui se sont liguées pour mettre en lumière la situation dramatique de la faim dans le monde. Dans un cri unanime, elles ont porté 7 problématiques sur lesquelles les gouvernements devaient intervenir de toute urgence pour enrayer ce fléau qu'est la faim.

FeedingG20



© FULL FRAME

02 FEVRIER

→ ACF se jette dans la mêlée

Pour la 2^e année consécutive, ACF a reconduit son partenariat avec l'équipe de rugby Atlantique Stade Rochelais. En arborant des maillots aux couleurs d'ACF durant toute la saison, les 15 membres de l'équipe ont offert une visibilité non négligeable à l'ONG.



© ACF, J. Pappacena

06 JUIN

→ Quand les entreprises se mettent à courir...

2245 salariés, chaussures de sport aux pieds, se sont réunis à Paris et à Lyon afin de participer à la 4^e édition du Challenge Interentreprises. Leur motivation sans faille a permis à ACF de collecter 438 878 euros.

10 OCTOBRE

→ 7 octobre 2011, sonne...

...les 10 ans de l'intervention militaire en Afghanistan qui n'ont malheureusement pas conduit aux résultats que souhaitaient les Afghans ainsi que les organisations d'aide internationale et de défense des droits de l'Homme. ACF, en collaboration avec d'autres ONG, a organisé le rassemblement « Afghanistan 10 ans : soyons à la hauteur », afin d'obtenir des engagements forts lors de la conférence de Bonn en décembre.



© ACF, Sandra Calligaro - Afghanistan



© ACF, Lisa Cambelort

→ Une tournée dans toute la France

ACF a sillonné les routes de France, en camion, avec comme slogan « G20, j'ai faim ! ». L'objectif ? Rejoindre le sommet du G20, à Cannes, afin d'interpeller les chefs d'Etat sur leur manque d'implication aux problématiques de la faim dans le monde.



© Guillaume Gaffiot

03 MARS

→ Des pailles géantes de partout en France

200 pailles géantes ont été installées dans les égouts de Paris ainsi que dans 31 villes de France avec le message : un quart de la population urbaine mondiale n'a toujours pas accès à l'eau potable. ACF a donc rappelé, lors de la Journée Mondiale de l'Eau, le besoin urgent d'une mobilisation des gouvernements, des organisations et du grand public afin d'améliorer l'accès à l'eau dans les villes pour les populations les plus vulnérables.



© S. Hauenstein Swan - Ethiopie

07 JUILLET

→ Corne de l'Afrique : une crise, des réponses multiples

La sécheresse et les conflits qui ont sévi en 2011 dans la région de la Corne de l'Afrique ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de Somaliens, l'installation de nouveaux réfugiés au Kenya et en Éthiopie, et l'érosion des moyens d'existence de populations déjà chroniquement vulnérables dans tous nos pays d'intervention. ACF est intervenue en urgence en Somalie, Éthiopie, au Kenya et à Djibouti (lire article p10/11).

11 NOVEMBRE

→ Bonne nouvelle, la faim n'est pas une fatalité

La nouvelle campagne institutionnelle d'ACF, Bonne nouvelle, sortie courant novembre, a véhiculé le message suivant : aujourd'hui, la faim n'est plus une fatalité, et ACF peut la combattre et la guérir!



© ACF, Reza Karsai - Côte d'Ivoire

04 AVRIL

→ La Côte d'Ivoire dans la tourmente

Fin mars, les tensions électorales se sont rapidement transformées en combats localisés entre les deux forces armées connues, avec des conséquences tragiques sur les Ivoiriens : exactions sur la population civile, pillages, destructions... 200 000 personnes ont dû se réfugier dans les pays limitrophes. ACF a envoyé, en urgence, 24 tonnes de matériel pour venir en aide aux déplacés, suivi de 34 tonnes de nourriture. Au total plus de 450 000 personnes ont bénéficié de l'assistance d'ACF dont 280 000 personnes qui ont bénéficié du programme de prévention du choléra.



© ACF, Sadeque Rahman Saed

08 AOÛT

→ De violentes inondations font des milliers de sinistrés

Durant l'été, de violentes inondations s'abattent sur le Bangladesh provoquant d'importants dégâts : destruction des habitations, champs inexploitable, pêche rare et eau contaminée. Ce sont près d'1,5 million de sinistrés qui ont dû se réfugier dans des camps de fortune sans aucun moyen de subsistance. ACF, craignant l'apparition de cas de sous-nutrition mais aussi de maladies hydriques, a distribué d'urgence de la nourriture aux familles les plus vulnérables mais est également intervenue en eau, assainissement et hygiène.

12 DÉCEMBRE

→ Quelle nouvelle pour l'assassinat d'Agnès Dury ?

4 ans après l'assassinat d'Agnès Dury, psychologue pour ACF en mission au Burundi, l'enquête progresse grâce au déplacement de deux policiers français au Burundi. Mais leur travail a été fortement perturbé par une tentative d'assassinat dont ils ont été victimes. ACF exhorte les autorités locales à ce que justice soit faite et qu'un mandat d'arrêt international soit émis contre le principal suspect (voir article p13).



→ CORNE DE L'AFRIQUE



Une réponse rapide pour éviter un drame humain

La sécheresse et les conflits qui ont sévi en 2011 dans la Corne de l'Afrique ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de Somaliens, l'installation de nouveaux réfugiés au Kenya et en Éthiopie, et l'érosion des moyens d'existence de populations déjà chroniquement vulnérables dans tous nos pays d'intervention.

ACF a répondu aux conséquences alimentaires et nutritionnelles de cette crise en augmentant de manière sensible son niveau d'activités dans la région, mais aussi en renforçant ses programmes de prévention des risques de désastres.



© S. Hauenstein Swain - Éthiopie

La crise alimentaire a menacé la vie de plus de 10 millions de personnes. Des actions immédiates ont été indispensables afin d'éviter une catastrophe humanitaire.

En Somalie, ACF s'est mobilisée afin de subvenir aux besoins en eau et alimentation des populations déplacées à Mogadiscio. ACF a pris en charge 12 724 enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë sévère dans 2 centres nutritionnels thérapeutiques et 4 points de traitement ambulatoires. Les programmes en eau, hygiène et assainissement ont bénéficié à plus de 283 000 personnes.

À Djibouti, ACF a ouvert une base à Djibouti-ville en juillet 2011. En partenariat avec le ministère de la Santé, à travers son programme national de nutrition, santé et pratiques de soins, ACF a répondu à l'urgence en soutenant 6 centres

de santé communautaires. En parallèle, ACF a formé des personnels de santé nationaux afin d'améliorer les connaissances en termes de prise en charge de la sous-nutrition. Plus de 4 900 personnes ont bénéficié des programmes de nutrition, santé et pratique de soins à Djibouti depuis l'ouverture de la mission.

Au Kenya, ACF a pris en charge le traitement de la sous-nutrition mais s'est attaquée également aux causes plus profondes de la faim. À Garbatulla, en plus des activités de nutrition et d'accès à l'eau, les équipes ont lancé un projet global visant à atténuer l'impact des sécheresses et la vulnérabilité des familles pastorales et agro-pastorales. ACF a mené depuis avril 2011, des activités intégrant l'abattage de bétails et la rémunération des familles (9 800 bénéficiaires), distribution de viande (19 200 bénéficiaires), le soutien agricole

auprès de 560 familles et la formation de 559 personnes aux techniques agricoles. En Éthiopie, ACF a mené des programmes intégrés de nutrition, santé et pratiques de soins, de sécurité alimentaire et moyens d'existence et d'eau, hygiène et assainissement. Les activités ont été conçues et mises en place en lien constant avec les populations. La combinaison de l'approche intégrée et de l'approche communautaire assure un retour plus rapide à l'autonomie des populations.

Au-delà des interventions d'urgence, ACF a veillé à mettre l'accent sur le long terme en concevant des programmes de gestion des risques de désastres, qui visent à réduire les conséquences de telles crises sur les populations affectées, dans 3 nouvelles zones en Éthiopie et à Djibouti.



→ PRÉPARATION AUX RISQUES DE DÉSASTRES

Comment prévenir les catastrophes ?

Anticiper les effets dévastateurs d'une catastrophe naturelle (séismes, inondations, sécheresses), prévenir les risques nutritionnels et, par conséquent, accroître les capacités de résilience des populations vulnérables relèvent d'une stratégie organisationnelle et opérationnelle et non du miracle, du vaudou ou de la médiumnité.

Le nombre de victimes atteintes de sous-nutrition, touchées par une catastrophe naturelle, affligées par des conflits politiques, accablées par des épidémies sont en constante augmentation ces dernières années. A titre d'exemple, chaque année, 3,5 millions de mères et enfants meurent de sous-nutrition. Les inondations ont augmenté de 34%, les épidémies de 14%... Les chiffres sont saisissants et les populations de plus en plus exposées aux aléas.

La gestion des risques de désastres, programme pratiqué par Action contre la Faim, vise justement à préparer, atténuer et prévenir les désastres au sens large du terme. Concrètement, Action contre la Faim l'intègre dans ses interventions classiques – nutrition, santé et pratiques de soins, eau, assainissement et hygiène, sécurité alimentaire et moyens d'existence – au travers de :

- la réduction concrète des risques de désastres ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- la bonne gestion des ressources naturelles ;
- la protection sociale ;
- la prévention de la sous-nutrition.

ACF applique déjà la gestion des risques de désastres au Bangladesh, au Burkina Faso, en Éthiopie et en Haïti.

En juillet 2010, de violentes inondations se produisent dans la province de la Gnagna, à l'est du Burkina Faso, affectant près de 6300 familles. ACF a rapidement déployé une réponse d'urgence, tout en contribuant également à la restauration durable du cadre de vie et des activités économiques des populations concernées. L'objectif ? Permettre aux Burkinabés de retrouver leur autonomie en accroissant leur résilience aux aléas climatiques et en renforçant leurs capacités d'anticipation aux inondations. Au total, ce sont 72000 personnes sur 3 communes qui ont bénéficié du programme de gestion des risques de désastres. Ce dernier se fonde sur les 3 axes suivants :

- la réhabilitation et/ou la construction des petites infrastructures détruites ou endommagées afin de restaurer le cadre de vie d'avant les inondations (rétablissement de l'accès à l'eau potable et la réinstallation de points d'eau en zones non inondables) ;
- l'accompagnement à la relance économique (distribution de semences améliorées, diversification des revenus et appui aux activités génératrices de revenus) ;
- la prévention aux risques climatiques au niveau local et national à travers l'étude des risques des vulnérabilités ainsi que des capacités des communautés à intégrer ces concepts d'anticipation.



© ACF, Eric Fénol

→ PLAIDOYER

Un département plaidoyer pour des actions plus efficaces.

Comment s'assurer que les actions que nous menons permettent d'apporter aux populations des changements durables dans les pays où nous intervenons ?

Tout d'abord en agissant en appui aux structures et personnels sanitaires au travers du transfert de compétences grâce à des activités de formation, d'accompagnement des autorités sanitaires et de renforcement de leurs capacités techniques, mais aussi grâce aux activités de plaidoyer, qui s'appuient sur notre expérience d'ONG de terrain et nos partenariats sur place et au niveau international qui permettent d'obtenir des changements de politiques et de pratiques durables.

C'est pour amplifier cet axe d'intervention prioritaire d'ACF qu'un département du plaidoyer a été créé fin 2011, pour découpler l'impact de nos actions et rendre plus efficace notre combat dans la lutte contre la faim.

Le département plaidoyer, avec sa nouvelle équipe, s'est emparé de plusieurs dossiers essentiels :

- la reconnaissance de l'importance de la nutrition dans le monde, avec la préparation de la campagne AMAI (Acute Malnutrition Advocacy Initiative) qui vise à généraliser l'accès au traitement de la malnutrition aiguë sévère dans tous les pays, mais aussi le travail de suivi et d'influence d'initiatives existantes comme le mouvement SUN (Scaling Up Nutrition);
- un travail d'analyse, en collaboration avec le bureau de Londres, de la traçabilité et de la disponibilité des fonds consacrés à la nutrition dans le cadre de l'aide au développement ;

- un lobbying intense au moment du G20 pour faire en sorte que les grands pays de la planète ne sauvent pas seulement la finance lors de ce grand rendez-vous. ACF a dans ce but initié la création d'une coalition internationale d'ONG. Cette coalition « FeedinG20 » a élaboré un papier de positionnement avec 7 recommandations liées à la sécurité alimentaire et à la sous-nutrition (voir article p19). Ce document a été remis en main propre au président français ;
- un plaidoyer pour rendre enfin justice à nos collègues qui sont morts alors qu'ils œuvraient pour apporter leur aide aux populations vulnérables. ACF demande à ce que le meurtre de 17 collaborateurs survenu en 2006 au Sri Lanka ne reste pas impuni. Fin 2011, ACF s'est donc engagée dans un partenariat avec SPEAK, ONG de défense des droits de l'homme, afin d'étudier les recours possibles au niveau international puisque les procédures juridiques sri lankaises n'ont pas permis de faire éclater la vérité ;
- ACF poursuit également son accompagnement auprès de la famille d'Agnès Dury, tuée au Burundi lors d'une mission, pour faire émerger la vérité sur cet assassinat. Des réunions régulières ont eu lieu avec les autorités judiciaires françaises et burundaises. En novembre 2011, François Danel et la sœur d'Agnès Dury se sont rendus au Burundi pour faire avancer ce dossier auprès des autorités burundaises et françaises.

Le travail de plaidoyer pour le respect des principes humanitaires en support aux missions de terrain, vise aussi à faire en sorte que de telles tragédies ne se reproduisent plus, ni dans l'histoire d'ACF, ni dans celle du monde humanitaire en général.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS



323 585
bénéficiaires



71 676 enfants de
moins de 5 ans admis
en centre nutritionnel
thérapeutique



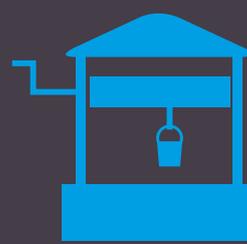
57 410 enfants de
moins de 5 ans admis
en centre nutritionnel
supplémentaire



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE



2 514 275
bénéficiaires



1 867 points
d'eau installés



11 797 latrines
construites



325 661 séances
de promotion de l'hygiène
dispensées



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE



899 355
bénéficiaires



1 995 tonnes de
nourriture distribuées



4 851 kits non-alimentaires
(abris, vêtements...) distribués



PLAIDOYER ET SENSIBILISATION

Le plaidoyer vise à provoquer des changements durables en termes de politiques, de pratiques et de capacités d'intervention, en influençant les décideurs politiques et économiques et en mobilisant l'opinion publique.



Promouvoir le respect
des principes humanitaires et être
force de proposition sur les enjeux
internationaux humanitaires



S'assurer de la
reconnaissance de la malnutrition
aiguë comme enjeu majeur de santé
publique et mettre en évidence les
grands défis de la faim dans le monde



© ACF, Sandra Calligaro - Afghanistan



LUTTER CONTRE LA SOUS-NUTRITION

Par ses programmes de nutrition, ACF prévient, dépiste et traite la malnutrition aiguë chez les personnes les plus vulnérables, les jeunes enfants et les femmes enceintes et/ou allaitantes. Selon les exigences particulières à chaque situation, au contexte et à la culture locale, ACF conçoit des programmes de nutrition-santé adaptés à la population-cible.

Par ailleurs, ACF prend en compte la qualité et la nature des soins dispensés aux enfants au sein de la famille et de la communauté. Nos programmes incluent donc un renforcement des pratiques de soins infantiles et de la relation parents-enfant permettant l'épanouissement physique et psychique de l'enfant. En outre, on sait qu'un enfant risque de grandir moins bien ou de récupérer plus difficilement d'un épisode de malnutrition aiguë si ses parents sont déprimés, en état de choc ou peu disponibles. C'est pourquoi les programmes comprennent aussi un volet de santé mentale, avec du soutien psychosocial et psychologique.

→ CHIFFRES CLÉS

71 676 enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë ont reçu un traitement

164 809 personnes ont bénéficié d'une session de formation à la nutrition et à la santé

EXEMPLE DE RECHERCHE ET CAPITALISATION

→ Impact nutritionnel des jardins à faible investissement (Low Input Garden - LIG) au Zimbabwe en 2011 : collecte des données, analyse et rédaction du rapport final, diffusion aux équipes en interne, 3 abstracts sélectionnés pour présentation orale à 3 conférences internationales.

TCHAD

Dispenses de séances de pratiques de soins

La région du Kanem est l'une des plus touchées par la sous-nutrition. Une enquête conduite en août 2010 par ACF avait fait état d'une crise nutritionnelle touchant 1 enfant de moins de 5 ans sur 4. Un fléau que l'organisation combat notamment en menant un programme de « pratiques de soins » auprès des mamans.

Comment nourrir son enfant, pourquoi l'allaiter et jusqu'à quand, comment le sevrer, comment reconnaître les signes précurseurs de la sous-nutrition et que faire quand ils surviennent ? Ce sont les problématiques abordées lors des séances de promotion des « pratiques de soins ». Un maillon essentiel de la prévention de la sous-nutrition dans une région où la rareté des structures de santé laisse la voie libre à une médecine et à des pratiques traditionnelles qui, souvent, affaiblissent l'enfant malnutri plus qu'elles ne le sauvent.

INDE

Ouverture d'une nouvelle mission

Lorsque l'on parle de sous-nutrition, ce sont le plus souvent des images d'Afrique qui surgissent. Pourtant, le pays le plus touché par ce fléau, en nombre absolu, est l'Inde. C'est pourquoi ACF a lancé en 2011 des programmes dans Les Etats du Rajasthan et du Madhya Pradesh. Ces Etats présentent, en effet, les pires indicateurs nutritionnels : au Rajasthan, 20% des enfants de moins de 5 ans sont atteints de marasme et 35% au Madhya Pradesh. Alors que de nombreux programmes de prévention ont été mis en place, l'accès au traitement est très en retrait. Une lacune qu'ACF souhaite contribuer à combler, avec la collaboration des ONG locales et du gouvernement.



GARANTIR L'ACCÈS À L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE

Le bien-être nutritionnel d'une communauté nécessite de grandes réserves d'eau propre et une connaissance adéquate des façons de s'en servir et de la gérer. Des collectivités entières peuvent tomber malades si l'hygiène est négligée. Action contre la Faim intervient donc dans la prévention de la sous-nutrition dans deux types de situations :

- dans des situations d'urgences (épidémies, catastrophes naturelles, etc.), elle se positionne en acteur de terrain (distribution d'eau par camions citernes, de kits d'hygiène, mise en place d'assainissement d'urgence, mise en place de programme de prévention des risques), mais aussi en coordinateur de la réponse humanitaire ;
- dans le cadre de la prévention plus générale de la sous-nutrition, elle mène des programmes d'amélioration de l'accès à une eau saine, de construction de latrines, de drainage, etc. Elle fait également de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et à la gestion de l'eau.

BANGLADESH

Des inondations ravagent le pays

Fin juillet-début août 2011, de graves inondations provoquées par de fortes pluies dans les districts du Sud Bangladesh entraînaient le déplacement d'1,5 million de personnes.

Les conséquences ont été désastreuses : habitations détruites et cultures ravagées. ACF est d'abord intervenue en urgence avec la distribution de kits d'hygiène, d'abris ou la construction de latrines d'urgence afin d'éviter l'apparition d'épidémies. Dans un deuxième temps, des activités de relance ont été mises en place, notamment des programmes « argent contre formation », dans le cadre d'un projet financé par ACF et par ECHO, ciblant 4600 familles fortement affectées. Son intervention se poursuit en 2012 par des activités de sécurité alimentaire et moyens d'existence, ainsi que de nutrition, santé et pratiques de soins.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le choléra : une épidémie fulgurante

Le 30 septembre 2011, les autorités sanitaires de la RCA ont officiellement déclaré l'épidémie de choléra dans le pays en recensant plus de 300 cas, dont 19 sont décédés. Face au démarrage fulgurant de l'épidémie, ACF s'est mobilisée en urgence à Bangui et dans les zones sud de la capitale. Les équipes ont procédé au traitement de l'eau dans les ménages les plus à risque à la distribution de kits d'hygiène et ont installé des infrastructures sanitaires dans les centres de traitement du choléra gérés par Médecins sans frontières. L'information, l'éducation et la communication sur les moyens de transmission du virus ont été primordiales afin de contenir l'épidémie. Plus de 19500 personnes ont bénéficié des programmes de prévention ; 4085 kits d'hygiène contenant des sachets de traitement de l'eau ont été distribués dès novembre, 29 relais communautaires ont été formés, 3000 élèves ont été sensibilisés et ont reçu du savon.

→ CHIFFRES CLÉS

2514275 personnes ont bénéficié de nos programmes eau, assainissement et hygiène

1867 points d'eau et **11797** latrines ont été construits

EXEMPLE DE RECHERCHE ET CAPITALISATION

→ Renforcement de la connaissance géophysique électrique au Liberia : étude comparative de méthodes traditionnelles et modernes d'exploration géophysique afin d'améliorer l'expertise d'ACF dans le pays.



© ACF, Sandra Calligaro - Afghanistan



© Raphaël de Bengy - Burkina Faso



ASSURER L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE

L'objectif général des interventions d'ACF en sécurité alimentaire et moyens d'existence consiste à sauver des vies dans les situations de crise et à protéger et maintenir les moyens d'existence des populations vulnérables pendant ou après des chocs et dans des situations de stress continu. Cette approche requiert la prise en compte du contexte économique et social au sens large, ainsi que l'aptitude des ménages à pouvoir anticiper les chocs, y faire face et les surmonter. La recherche de solutions durables dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition est au cœur même des interventions d'ACF. En introduisant diverses interventions telles que les évaluations et la surveillance, les programmes agro-sylvo-pastoraux, les interventions monétaires, l'aide alimentaire ainsi que les interventions de relance économique et d'accès au marché des plus vulnérables, nous aidons les personnes en situation difficile à faire face à l'urgence et à retrouver leur autonomie sur le long terme.

→ CHIFFRES CLÉS

899 355 personnes ont bénéficié de nos programmes sécurité alimentaire et moyens d'existence

931 257 kits de nourriture ont été distribués ainsi que **29 155** kits d'agriculture (semences, outils, etc.)

EXEMPLE DE RECHERCHE ET CAPITALISATION

→ Le projet de recherche «NCA» sur l'analyse des causes de la malnutrition en partenariat avec l'IRD, le PAM et l'université Tufts suit son cours. Une première méthodologie d'enquête a été définie début 2011. Plusieurs NCA ont ensuite été réalisées au Bangladesh, au Zimbabwe et au Sud Soudan permettant d'affiner les différentes étapes de cette méthodologie qualitative et quantitative.

HAÏTI

Programme inédit : le maraîchage urbain

ACF a développé un programme original de maraîchage urbain à partir de produits de récupération auprès de plus de 200 familles très vulnérables à Port-au-Prince. Ce programme répond à un triple problème : le manque d'espace criant dans les camps de déplacés ; l'importance de la malnutrition chronique qui toucherait près d'un tiers des enfants de moins de 5 ans en Haïti ; et enfin les faibles moyens financiers des familles les plus vulnérables qui se contentent le plus souvent de riz pour leur alimentation. Face à cela, ACF met en place des petits périmètres maraîchers pour aider ces familles à diversifier leur alimentation. Des graines de légumes sont plantées dans ces petites pépinières : aubergine, oignons, tomates, épinards, poireaux... Après la première récolte, les familles pourront réutiliser les graines et continuer ces petits jardins potagers seules.

CÔTE D'IVOIRE

Distribution de coupons alimentaires

Suite aux résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle fin novembre 2010, le pays est entré dans une nouvelle crise politico-militaire. Les tensions se sont rapidement transformées en combats localisés entre les deux forces armées, souvent accompagnés de nombreuses exactions sur la population civile, de pillages et de destructions. Plus de 200 000 personnes se sont réfugiées dans les pays voisins et plusieurs centaines de milliers se sont déplacées dans la région. ACF s'est mobilisée afin de venir en aide en priorité aux populations les plus vulnérables affectées par la crise. En partenariat avec les commerçants locaux, ACF a procédé à la distribution de coupons alimentaires destinés à améliorer la consommation et la diversité alimentaire des ménages de Danané, Mahapleu, Abidjan et Bin Houyé. Ce partenariat avec les commerçants a permis la redynamisation des marchés locaux et de l'économie locale. Un film documentaire a été réalisé sur ce projet.



© ACF, Sandra Calligero - Afghanistan



PLAIDOYER ET SENSIBILISATION

En prolongement de ses interventions sur le terrain, ACF a le mandat de faire évoluer les réponses apportées aux problématiques auxquelles les équipes font face en utilisant ses expériences et analyses pour influencer les décideurs politiques et l'opinion publique, et ce afin d'obtenir des modifications concrètes des politiques en faveur des populations affectées.

Héritière de ses fondateurs, Action contre la faim ne saurait concevoir son action sans un volet de sensibilisation et d'alerte. Au discours pour alerter et recueillir les soutiens s'est ajouté un travail de fond pour sensibiliser et informer le grand public, notamment les plus jeunes, en milieu scolaire, aux enjeux liés à la faim.

ACF À L'ASSAUT DU G20!

Le G20 a eu lieu en France en 2011, au sortir d'un été marqué par une crise alimentaire sévère dans la Corne de l'Afrique. Cette catastrophe, survenue deux ans après la crise alimentaire de 2008, soulignait que peu d'enseignements avaient été tirés des erreurs passées. Inacceptable, aussi, le constat montrant qu'à la date de ce G20, il y avait davantage de personnes malnutries dans le monde que lors du premier G20...

Pour ACF, le G20, regroupant les grandes puissances de la planète, a le pouvoir, la capacité et la responsabilité de prendre les mesures fortes permettant de faire reculer la faim et la sous-nutrition. C'est pourquoi, pendant les mois qui ont précédé cet événement, pendant la période cruciale où, en coulisses, étaient élaborés les positionnements qui seraient portés à Cannes, ACF a œuvré pour que soient adoptées des mesures faisant vraiment la différence en matière de lutte contre la sous-nutrition.

Pour ce faire, elle a cherché à rassembler les énergies d'autres organisations, afin d'offrir une caisse de résonance plus forte à ses propositions. Résultat de cet effort : la création, sous l'impulsion d'ACF, d'une

coalition d'organisations humanitaires internationales majeures, réunies sous le nom «FeedinG20». Ensemble, ces ONG ont milité auprès des dirigeants, en amont des réunions préparatoires au G20 pour l'adoption de 7 propositions permettant de faire reculer la sous-nutrition et la faim : prise en compte de l'impact nutritionnel dans les politiques agricoles et de développement, respect des engagements financiers en matière agricole et alimentaire, mesures pour réguler les marchés alimentaires et les prix, mise en place de réserves alimentaires au niveau local, national et régional, mise en place de

filets de sécurité en temps de crise, renforcement des actions contre le changement climatique et ses effets sur les populations, soutien aux institutions internationales permettant des alertes et réactions rapides en cas d'augmentation des prix agricoles...

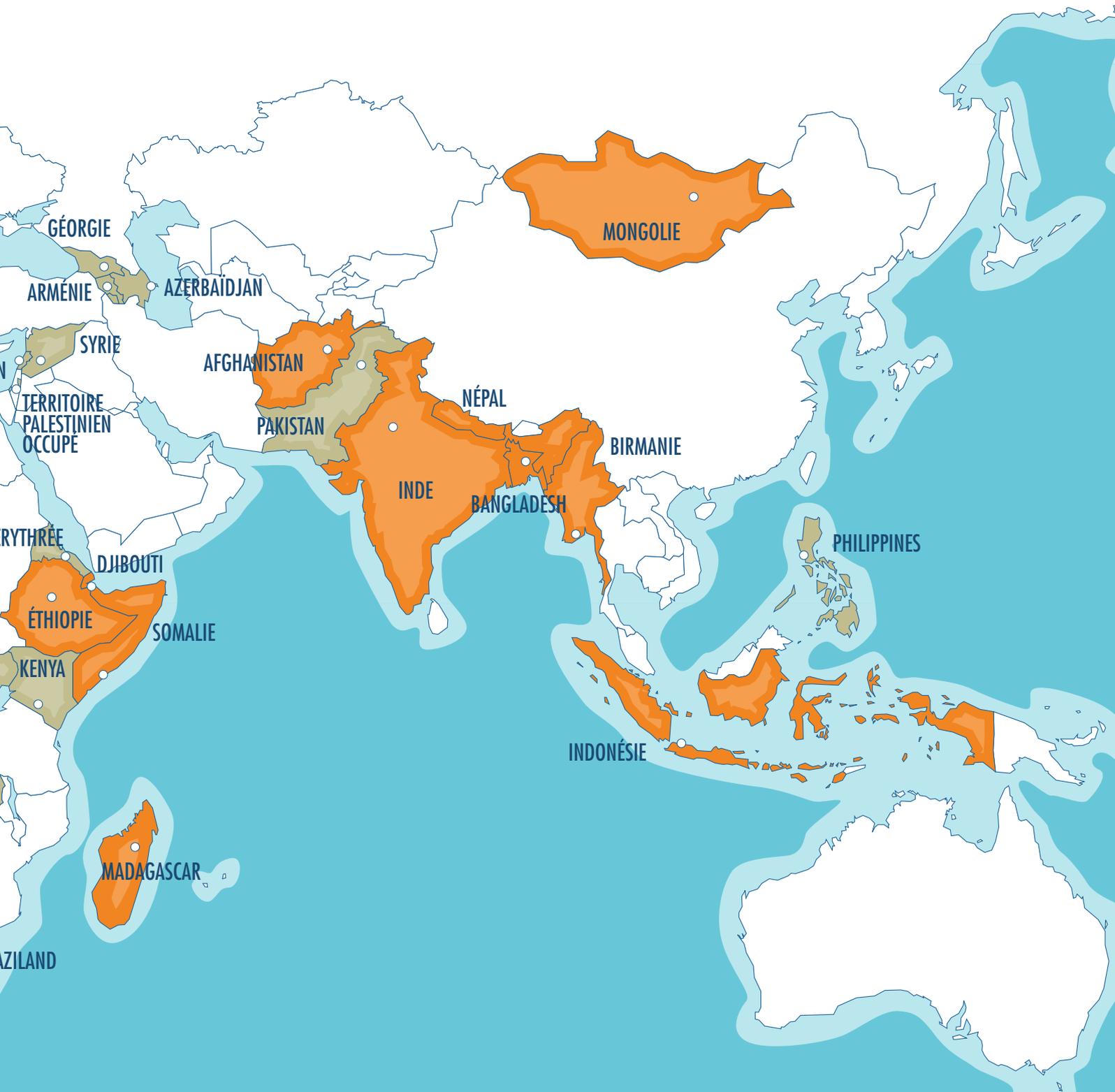
Autant de revendications qui bénéficient d'une attention accrue de certains dirigeants et qu'ACF espère voir adoptées grâce à la poursuite de son travail de plaidoyer auprès des instances du G8 et du G20 dans les années à venir.

LA COURSE CONTRE LA FAIM

Après 5000 heures de sensibilisation, le top départ de la 14^e édition de la Course contre la Faim a été donné le 13 mai 2011. 920 établissements scolaires s'étaient inscrits, soit 230 000 jeunes! ACF a collecté près de 3 millions d'euros dont la moitié a été attribuée aux programmes en République centrafricaine, en Inde et au Zimbabwe. ACF affectera les dons restants en fonction des urgences et des besoins qu'elle rencontrera.



© ACF, J. Pappacena



925 millions de personnes sous-alimentées dans le monde.
55 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë dans le monde :
 19 millions d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë sévère,
 la forme la plus grave de sous-nutrition. Seuls 3 % de ces enfants
 sont traités.
884 millions de personnes n'ont pas accès à une eau améliorée.
2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à des toilettes correctes.

Source : FAO, ACF, The Lancet (série sur la malnutrition infantile, The effects of malnutrition on child mortality in developing countries – Pelletier DL, Frongillo EA Jr, Schroeder DG, Habicht JP), WASH Policy.



→ AFGHANISTAN

CONTEXTE

Fin 2010, les pays de l'OTAN, présents militairement en Afghanistan, se sont accordés sur un retrait des troupes et un transfert de responsabilités des forces internationales en présence vers les forces afghanes avant la fin 2014.

Toutefois, le contexte politique en Afghanistan reste fragile. En effet, la sécurité des populations s'est encore détériorée et la confiance dans le gouvernement a diminué. Les espoirs d'un avenir meilleur encouragés par les conférences d'Istanbul et de Bonn, en fin d'année 2011, faiblissent aujourd'hui. La dégradation de la sécurité combinée aux catastrophes naturelles (inondations et sécheresses) provoque davantage de migrations internes. La majorité de la population afghane est en proie à la pauvreté, l'exclusion sociale, la discrimination et aux conditions psychosociales dramatiques.

L'insécurité alimentaire, résultant des effets à long terme de la sécheresse, des inondations, du manque de capacité de stockage des denrées alimentaires, de l'inaccessibilité à la nourriture et de la corruption touchent les populations vulnérables résidant dans les régions les plus éloignées.



MISSIONS ACF EN AFGHANISTAN

OUVERTURE DE LA MISSION : 1995

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 197 376

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 4

PERSONNELS NATIONAUX : 285

FINANCEMENT : ECHO, EUROPEAID, SIDA, ACF,

CIAA, UNICEF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 4 859 440 €

IDH : 172/187

INTERVENTIONS ACF

ACF a poursuivi ses programmes de sécurité alimentaire et moyens d'existence ainsi que ceux d'eau, assainissement et hygiène mais elle a également développé de nouvelles activités.



NUTRITION SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS / CAMPS DE DÉPLACÉS AUTOUR DE KABOUL

→ Accentuation, depuis juillet 2011, de la prise en charge communautaire de la malnutrition au sein de 11 des 40 camps informels de Kaboul.



PLAIDOYER ET SENSIBILISATION

→ Participation à plusieurs actions de plaidoyer au cours de l'année dont une journée de mobilisation organisée par un collectif d'ONG internationales le 7 octobre 2011 à Paris à l'occasion de la commémoration des 10 ans d'intervention militaire par les forces armées internationales en Afghanistan.

+ Réponse d'urgence

→ Augmentation de la capacité opérationnelle d'ACF, dans les régions septentrionales d'Afghanistan notamment dans la province de Samagan, par la mise en œuvre « d'interventions monétaires », suite aux faibles précipitations et chutes de neige.

→ Mise en place d'un programme de réponse aux urgences, en collaboration avec les ONG Solidarités et Medair, afin de renforcer les moyens respectifs et les complémentarités entre acteurs mais également afin d'apporter une meilleure réponse aux urgences (inondations, tremblement de terre, déplacement de populations).

→ BANGLADESH

CONTEXTE

Le Bangladesh est l'un des pays les plus peuplés au monde et aussi l'un des plus pauvres. La majorité de sa population habite en zones rurales mais l'urbanisation rapide a engendré une multiplication des bidonvilles dans les principales villes du pays.

La sous-nutrition y est très élevée et cause près de la moitié des décès d'enfants. La capacité du gouvernement à enrayer cette maladie est quasi nulle. Toutefois, la mission travaille actuellement sur l'approche PCMA (Prise en Charge à base communautaire de la Malnutrition Aiguë), afin d'intégrer ces principes dans la politique sanitaire et nutritionnelle du Bangladesh.

Par ailleurs, les catastrophes climatiques (inondations et cyclones) s'intensifient et détruisent nombre d'infrastructures hydrauliques et d'assainissement tout en entravant leur reconstruction. En effet, en juillet-août 2011, de fortes pluies se sont abattues sur les districts du sud-ouest du Bangladesh entraînant d'importantes inondations. Les conséquences ont été désastreuses : déplacement des populations, destruction des cultures, des maisons et des infrastructures. ACF s'est alors mobilisée pour répondre rapidement à cette urgence.

Les programmes d'ACF au Bangladesh ciblent également les réfugiés Rohingyas. Afin de répondre à leurs besoins, ACF intervient dans les 2 camps officiels de l'UNCHR (Kutupalong et Nayapara), ainsi que dans un des camps non officiels (Kutupalong Makeshift).



MISSIONS ACF AU BANGLADESH

OUVERTURE DE LA MISSION : 2007
NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 98 648
PERSONNELS INTERNATIONAUX : 12
PERSONNELS NATIONAUX : 231

FINANCEMENT : ECHO, UNHCR, BPRM, AECID, PAM, ACF
VOLUME OPÉRATIONNEL : 2 733 423 €
IDH : 146/187

INTERVENTIONS ACF

En 2011, de nouveaux projets dans différentes régions du pays ont permis à la mission de se développer.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

→ Lancement de la prise en charge communautaire de la sous-nutrition doublée d'activités en sécurité alimentaire, dans le district de Sirajganj en juillet 2011, en collaboration avec le PAM afin de renforcer les capacités d'ONG locales dans le traitement des enfants atteints de malnutrition aiguë modérée.



+ Réduction des risques de désastres

→ Lancement d'un programme dans le district de Barguna afin de donner un rôle central aux communautés, particulièrement aux femmes célibataires avec des enfants dans la préparation communautaire aux désastres.

+ Réponse d'urgence aux inondations

→ Mise en place d'un programme d'urgence, suite aux violentes inondations dans le district de Satkhira, comprenant : aide alimentaire, interventions monétaires, activités eau, assainissement et hygiène et distribution d'abris temporaires.

→ BIRMANIE

CONTEXTE

La Birmanie est en pleine transition politique induite par les élections de novembre 2010. En effet, un nouveau gouvernement civil a été désigné en mars 2011. Cependant, il reste l'un des pays les plus pauvres d'Asie.

Un tiers de la population birmane est composée de minorités ethniques qui vivent principalement dans des zones peuplées majoritairement de Bamars ou de Birmans.

Par ailleurs, la Birmanie est exposée à de nombreux risques naturels fréquents tels que les cyclones, les inondations, les sécheresses, les tremblements de terre, les tsunamis, les glissements de terrain ou encore les incendies saisonniers.

En 2011, les équipes d'ACF en Birmanie ont poursuivi les interventions d'assistance aux populations vulnérables dans les États de l'Arakan et du Kayah. Par ailleurs, l'association a conduit une mission exploratoire dans les États du Chin.



MISSIONS ACF EN BIRMANIE

OUVERTURE DE LA MISSION : 1994

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 229 099

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 14

PERSONNELS NATIONAUX : 435

FINANCEMENT : ECHO, EC, UNHCR, SDC, DANIDA, ACF, FONDS PRIVÉS, CIAA, UNICEF, PAM, CARTIER

VOLUME OPÉRATIONNEL : 4 195 914 €

IDH : 149/187

INTERVENTIONS ACF



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

→ Construction et réhabilitation des points d'eau, construction de latrines et organisation de sessions de promotion à l'hygiène dans les États de Kayah et du Nord de Rakhine.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

→ Établissement de banques céréalières et formation à l'agriculture dans les États de Kayah et du Nord de Rakhine.

+ Enquête nutritionnelle dans l'État du Nord de Rakhine

→ Lancement d'une enquête nutritionnelle en novembre et décembre 2011, afin d'identifier les faiblesses du programme déjà en place et les possibilités d'amélioration des activités.

+ Enquête préliminaire à l'ouverture d'une nouvelle base

→ Lancement d'une enquête, au cours du dernier trimestre, dans 47 villages de l'État du Chin. L'objectif premier était de collecter des données viables sur la vulnérabilité des populations au travers d'une étude sur l'état de santé des enfants de moins de 5 ans. Les résultats sont alarmants et les besoins immenses. ACF lancera dès le début 2012 la première phase du projet : distribution alimentaire en collaboration avec le PAM.

→ BURKINA FASO

CONTEXTE

Malgré une situation politique stable, le Burkina Faso a connu, au premier semestre 2011, de violentes manifestations amplifiées par une série de mutineries au sein de l'armée. Cette crise a mis en évidence le malaise de la société burkinabé mais aussi la fragilité de son exécutif.

Sur le plan socio-économique, les perspectives sont préoccupantes : l'économie burkinabé, basée pour l'essentiel sur l'agriculture pluviale, risque d'être fortement handicapée par les incidents climatiques récurrents, la stagnation des rendements limités par des techniques de production extensive, un accès difficile aux intrants et l'appauvrissement progressif des sols. Outre ces difficultés, la croissance économique du pays a du mal à suivre une croissance démographique et on assiste, malgré les efforts engagés par les politiques nationales, à une dégradation du niveau de vie de la population ainsi qu'à une stagnation de la qualité des services.

Par ailleurs, la population dans son ensemble est exposée chaque année, au moment de la soudure, à une insécurité alimentaire saisonnière dont la gravité varie d'une année à l'autre et d'une région à l'autre en fonction des résultats des campagnes agricoles. Depuis fin 2011, le Burkina a enregistré une baisse de la production agricole en raison des pluies tardives qui ont affecté toute l'Afrique de l'Ouest, ce qui a déclenché une importante crise alimentaire et nutritionnelle dans la région de l'Est au Burkina Faso et dans les pays du Sahel en général. En effet, la région de l'Est (Tapoa et Gnagna) du Burkina Faso demeure une région de forte vulnérabilité économique, alimentaire et nutritionnelle.



Ouagadougou

MISSIONS ACF AU BURKINA FASO

OUVERTURE DE LA MISSION : 2008

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 82 074

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 5

PERSONNELS NATIONAUX : 112

FINANCEMENT : ECHO, DEVCO, AFD, OFDA, FONDATION ENSEMBLE, DFID, AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE, BRITA, CITROËN, ACF
VOLUME OPÉRATIONNEL : 2 237 175 €
IDH : 181/187

INTERVENTIONS ACF

Au Burkina Faso, en 2011, Action contre la Faim a continué de déployer ses opérations non seulement dans l'Est mais également au niveau national avec une action transversale de plaidoyer et une forte stratégie de partenariat.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

→ Appui des services sanitaires nationaux pour la prise en charge de la malnutrition aiguë (formation, conseil, supervision conjointe) afin de former des volontaires au dépistage de la sous-nutrition et la sensibilisation des populations aux bonnes pratiques alimentaires.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE / PROVINCE DE LA TAPOA

→ Mise en place, dans 13 écoles, d'infrastructures (points d'eau potable et latrines), de comités de gestion des points d'eau, de clubs de santé scolaire et de programmes pédagogiques de promotion aux bonnes pratiques d'hygiène.

→ Lancement du projet sur la « facilité eau », dans 8 communes, prévoyant sur 46 mois la réalisation et la réhabilitation de 200 forages et 600 latrines familiales améliorées.

→ Appui aux municipalités pour la mise en œuvre des plans communaux d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

→ Lancement, au cours de l'année, d'un projet pilote de surveillance de la sécurité alimentaire dans la province de la Tapoa.

→ Soutien d'une unité de production locale de farine infantile, financée sur les fonds propres d'ACF, afin de permettre la distribution de ces farines aux enfants des ménages victimes des inondations de 2010.

+ Réponse d'urgence

→ Initiation, en avril 2011, du programme REPI (Relèvement des populations victimes des inondations) de 2010, financé par l'UE, faisant le lien entre urgence, réhabilitation et développement. Il s'agit d'accompagner les populations des zones sinistrées à travers des activités de relance économique locale, tout en intégrant une dimension de prévention durable des risques climatiques (inondations et sécheresse) dans un contexte sahélien.

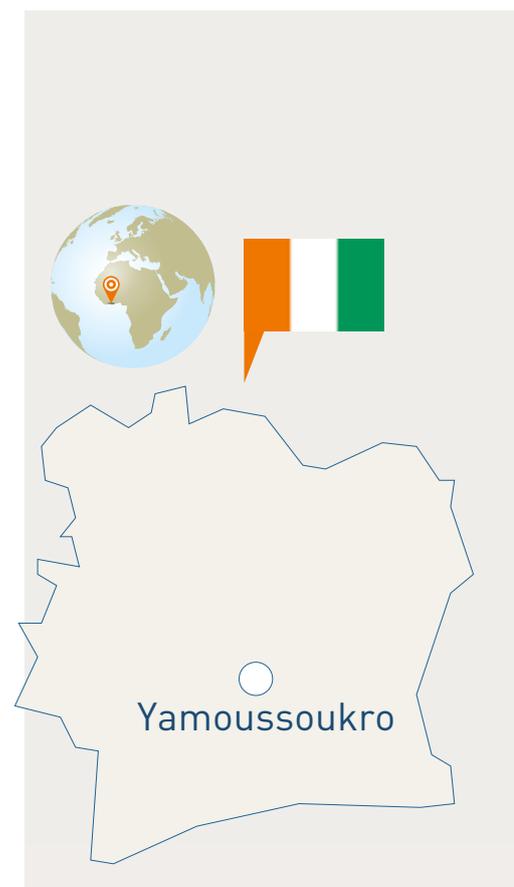
→ Démarrage d'activités d'atténuation des risques d'insécurité alimentaire ciblant les ménages les plus pauvres affectés par la sécheresse suite à la menace de crise alimentaire.

→ CÔTE D'IVOIRE

CONTEXTE

Depuis la fin des années 90, la Côte d'Ivoire endure de nombreuses crises politiques à répétition. La dernière en date résulte de l'élection présidentielle de novembre 2010 provoquant une nouvelle crise politico-militaire. Les tensions se sont rapidement transformées en combats localisés entre les forces armées : celle du président sortant et celle du président élu. Ces combats sont souvent accompagnés de nombreuses exactions sur la population civile, de pillages et de destructions acculant près de 200 000 personnes à se réfugier dans les pays voisins et plusieurs centaines de milliers de déplacés internes. Aujourd'hui, la situation sécuritaire s'est améliorée même si quelques poches d'insécurité persistent.

Afin de répondre aux besoins des populations victimes du conflit post-électoral de novembre 2010 à avril 2011, ACF a mis en place un programme important et multisectoriel d'urgence à Abidjan et dans l'Ouest, concentré dans un premier temps dans les zones d'accueil des déplacés (axe Man-Mahapleu-Danané-Zouan Hounien et le camp de Duékoué) et dans un deuxième temps le long de la frontière libérienne (Danané-Zouan Hounien-Toulépleu).



MISSIONS ACF EN CÔTE D'IVOIRE

OUVERTURE DE LA MISSION : 2002

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 446 133

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 15

PERSONNELS NATIONAUX : 180

FINANCEMENT : ECHO, DFID, SDC, MAE, UNICEF, PAM,

FAO, EUROPAID, CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SOMME,

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FRANÇAISES, ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 6 087 341 €

IDH : 170/187

INTERVENTIONS ACF



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

- Intervention d'urgence à l'est du pays afin d'apporter un soutien à 37 structures de santé des départements de Danané et Zouan Hounien.
- Formation des agents de santé à la prise en charge de la sous-nutrition, au dépistage et au référencement de la malnutrition aiguë.
- Sensibilisation des populations aux problématiques de la sous-nutrition.
- Poursuite du programme de prévention de la sous-nutrition, dans 8 villages au nord du pays, visant à valoriser les bonnes pratiques alimentaires en utilisant des produits locaux.



EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

- Intervention dans la région des Montagnes, dès février, afin d'améliorer l'accès à l'eau potable des populations déplacées et des communautés hôtes.
- Réhabilitation des centres de santé des districts sanitaires, de Danané et Zouan Hounien, dès avril, et construction d'aires de déchets médicaux et formation du personnel à la bonne utilisation et à la désinfection au chlore desdites aires.
- Mise en place d'une réponse d'urgence aux besoins d'accès à l'eau, d'assainissement et d'hygiène des populations déplacées du site de la Mission Catholique de Duékoué, en partenariat avec l'ONG locale Limpia.
- Lancement d'une réponse d'urgence à l'épidémie de choléra, en collaboration avec le ministère de la Santé et de la lutte contre le Sida, qui a touché Abidjan (sensibilisation et communication, désinfection et distribution de kits de traitement de l'eau, formation de mobilisateurs et de conseillers, etc.)



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- Distribution de biscuits énergétiques à près de 7 000 enfants de moins de trois ans et aux femmes enceintes et/ou allaitantes, à Abidjan et Guiglo, afin de répondre en urgence à la crise post-électorale.
- Mise en place de 13 cantines à Duékoué, à Danané et à Mahapleu pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et/ou allaitantes. Ce programme a été accompagné d'une action de pratique de soins et santé mentale.
- Création d'un partenariat avec les commerçants locaux pour la distribution de coupons alimentaires destinés à améliorer la consommation et la diversité alimentaire des ménages de Danané, Mahapleu, Abidjan et de Bin Houyé.
- Lancement d'une opération d'urgence de transfert d'argent, en partenariat avec le PAM et l'opérateur téléphonique MTN, afin d'améliorer les conditions de vie et la consommation alimentaire de près de 11 000 ménages des communes de Yopougon et Abobo à Abidjan.

→ DJIBOUTI

CONTEXTE

L'économie djiboutienne, reposant à 80% sur le secteur des services, a connu, au cours des deux dernières décennies, une évolution perturbée par une succession de crises politiques et de chocs économiques. La compétitivité du pays se dégrade continuellement et la dépendance au monde extérieur, pour la majorité des denrées alimentaires, est grandissante : 90% de la nourriture doit être importée.

Certaines populations, victimes d'une extrême pauvreté, sont exposées à des désastres naturels à répétition (sécheresses, désertifications, inondations) et sont dans l'incapacité d'y faire face et encore moins de les anticiper. Cette vulnérabilité les expose à une insécurité alimentaire chronique et à la malnutrition aiguë.

Par ailleurs, les ressources en eau sont limitées et la majeure partie du pays en manque, que ce soit pour un usage domestique ou agricole. 95% des ressources en eau disponibles proviennent des nappes souterraines salées, il n'existe pas un seul cours d'eau pérenne.

De plus, l'accès limité à l'assainissement et la méconnaissance des bonnes pratiques d'hygiène induisent une occurrence élevée des maladies diarrhéiques, alors première cause de consultation médicale et de décès parmi les enfants de moins de 5 ans.

NOUVELLE MISSION



MISSIONS ACF À DJIBOUTI

OUVERTURE DE LA MISSION : 2011

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 2 192

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 7

PERSONNELS NATIONAUX : 58

FINANCEMENT : ECHO, ACF, AMBASSADE DU CANADA,

GOUVERNEMENT FRANÇAIS (CDC)

VOLUME OPÉRATIONNEL : 835 572 €

IDH : 165/187

INTERVENTIONS ACF

Suite à la crise alimentaire qui a sévi dans la Corne de l'Afrique, en juillet 2011, ACF est intervenue auprès des populations les plus vulnérables et a complété son intervention par le renforcement des capacités du ministère de la Santé dans le traitement de la malnutrition aiguë.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

- Gestion des 6 centres ambulatoires, dans la zone périurbaine de Balbala à Djibouti-ville, afin d'améliorer le statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, victimes de malnutrition aiguë.
- Renforcement des capacités techniques et opérationnelles du ministère de la Santé pour une meilleure prise en charge de la malnutrition aiguë affectant les enfants de moins de 5 ans.
- Elaboration d'une stratégie de mobilisation communautaire, en partenariat avec les autorités administratives et formation de cette communauté au dépistage et au référencement des enfants malnutris.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

- Mise en place de citernes d'eau potable et création de comités de gestion des points d'eau afin de réduire l'incidence de morbidité et de mortalité des populations vulnérables touchées par les maladies hydriques.
- + **Réduction des risques de désastres**
- Préparation du programme de réduction des risques de désastres au niveau national, régional et local afin d'amoindrir la vulnérabilité des populations agro-pastorales concernées.

→ ÉTHIOPIE

CONTEXTE

Bien que le gouvernement éthiopien et la communauté internationale luttent contre la pauvreté chronique qui affecte le pays, des sécheresses périodiques sévères exposent une partie de la population éthiopienne à une insécurité alimentaire préoccupante. De plus, en l'absence de ressources économiques et sociales, certains foyers, déjà démunis, n'ont pas les capacités de lutter contre ces phénomènes climatiques (sécheresses) et doivent vendre leurs biens, augmentant ainsi leur vulnérabilité et par conséquent compromettant leur état de santé.

En Éthiopie, le gouvernement exerce un contrôle sur tous les aspects de la réponse humanitaire, de l'identification des besoins à la mise en œuvre des activités.

En outre, la crise humanitaire et l'instabilité politique dans la Corne de l'Afrique peuvent affecter la sécurité en Éthiopie. Les relations avec les pays limitrophes sont complexes. En effet, les échanges avec l'Érythrée sont difficiles et peuvent, à tout moment, basculer dans le conflit. En Somalie, les pressions exercées par les mouvements islamistes ont augmenté les tensions le long de la frontière. S'ajoute à ce contexte, un afflux constant de réfugiés somaliens, sud-soudanais et érythréens. Fin 2011, on dénombrait plus de 250 000 réfugiés particulièrement exposés à la malnutrition aiguë.



MISSIONS ACF EN ÉTHIOPIE

OUVERTURE DE LA MISSION : 1983
NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 297 859
PERSONNELS INTERNATIONAUX : 9
PERSONNELS NATIONAUX : 366

FINANCEMENT : ECHO, OCHA, UNION EUROPÉENNE,
AMBASSADE DU CANADA, COOPÉRATION ESPAGNOLE,
AFD, COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FRANÇAISES,
FONDATIONS PRIVÉES, ACF
VOLUME OPÉRATIONNEL : 4 409 294 €
IDH : 174/187

INTERVENTIONS ACF



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS / CAMP D'HYLAWEIN À DOLLO ADO

- Gestion de 3 centres d'alimentation complémentaires afin de détecter et traiter les cas de malnutrition aiguë modérée face à l'afflux de réfugiés somaliens.
- Formation des personnels de santé communautaire dans le but de venir en aide aux enfants de moins de 18 ans et aux femmes enceintes et/ou allaitantes.
- Soutien nutritionnel et psychosocial aux femmes enceintes et/ou allaitantes au sein de 3 centres mères/bébés.
- Distribution de produits nutritionnels ciblée pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et/ou allaitantes pour prévenir la malnutrition aiguë modérée.
- Développement des activités de traitement de la malnutrition aiguë envers la même cible dans 8 villages dans les régions Somali et d'Amhara.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE / RÉGIONS SOMALI ET D'AMHARA

- Distribution d'eau par camions-citernes afin de soulager les populations pastorales face aux pénuries d'eau.
- Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires.
- Formation des populations à la gestion des points d'eau et à aux bonnes pratiques d'hygiène.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- Traitement (vaccination et déparasitage) des bovins et ovins dans la région de Somali.
- Distribution de semences et d'outils aux populations agro-pastorales afin d'accroître leur productivité, et formation de ces acteurs aux cultures de légumes.
- Poursuite du programme de résilience des populations pastorales et agro-pastorales face aux sécheresses à travers des formations et l'identification d'activités de mitigation dans la région Oromiya.

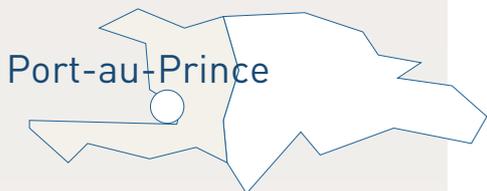
CONTEXTE

Près de 2 ans après le séisme qui a frappé Port-au-Prince et ses environs, la population haïtienne subit encore les conséquences de la catastrophe. Les conditions de vie demeurent précaires. A cette catastrophe s'est ajoutée, depuis octobre 2010, une épidémie de choléra qui a amplifié de manière exponentielle la gravité de l'état dans lequel se trouve le pays. Plus d'un an après le début de l'épidémie, on comptabilise près de 523 000 cas dans le pays, dont 7 000 décès.

L'exode rural et les difficultés liées à la croissance urbaine (urbanisations sauvages, bidonvilles, déficits d'assainissement et drainages) se renforcent. De ce fait, l'accès aux services sociaux de base est très inégalitaire et réservé aux plus favorisés de Port-au-Prince. La faiblesse des politiques nationales ne permet pas de mettre en œuvre des stratégies de développement cohérentes.

Fin 2011, malgré la volonté politique de trouver une solution, on comptait toujours plus de 500 000 personnes déplacées. Les camps spontanés de Port-au-Prince perdurent en l'absence de plan de reconstruction de logements et de règlement de la question du foncier.

Suite au second tour de l'élection présidentielle en mars 2011, Michel Martelly, nouvelle figure politique dans le pays, a été élu président. Cependant, fin 2011, l'État reste toujours faible et se voit dans l'obligation de se soumettre aux décisions de la communauté internationale afin de bénéficier de l'aide promise après le séisme.



MISSIONS ACF EN HAÏTI

OUVERTURE DE LA MISSION : 1985

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 920 630

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 33

PERSONNELS NATIONAUX : 478

FINANCEMENT : ECHO, UNICEF, SIDA, EUROPEAID, FAO, CIDA, PAM, OFDA, OCHA, AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PI-CARDIE, AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE, AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE, RÉGION BRETAGNE, RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 12 686 249 €

IDH : 158/187

INTERVENTIONS ACF

La stratégie d'ACF à Port-au-Prince porte sur une sortie de l'urgence vers une transition et des activités plus pérennes :

- arrêt des distributions d'eau par camions-citernes dans les camps de déplacés et mise en place d'un projet de gestion communautaire de l'eau ;
- arrêt du programme de soutien aux personnes en détresse ;
- transition d'un programme de nutrition-santé mentale d'urgence vers un programme de renforcement des compétences des centres de santé.

Les autres activités d'ACF en Haïti sont les suivantes :



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

- Fermeture de la base de Port-de-Paix et ouverture à Bombardopolis, département Nord-Ouest, afin de mettre en œuvre un programme « facilité eau » visant à augmenter la couverture des points d'eau et des installations sanitaires dans la zone.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- Lancement d'un programme d'« argent contre travail », en Artibonite, afin de répondre aux besoins individuels des familles les plus vulnérables mais également afin de développer les infrastructures locales.
- Initiation d'un projet de distribution de coupons alimentaires dans la capitale permettant aux bénéficiaires d'accéder à de la nourriture variée, notamment grâce à une approche innovante, la production maraîchère en milieu urbain.

+ Réduction des risques de désastres / Artibonite

- Mise en œuvre d'un programme de réponse rapide aux urgences ayant pour objectif d'atténuer les risques liés à l'occurrence de catastrophes naturelles ainsi qu'un programme de renforcement des capacités de la Direction de la Protection Civile haïtienne.

+ Réponse d'urgence

- Poursuite des opérations de lutte contre le choléra tout au long de l'année avec un haut niveau d'activité, notamment en Artibonite : distribution de kits hygiène, chloration des points d'eau et sensibilisation des populations aux bonnes pratiques d'hygiène.

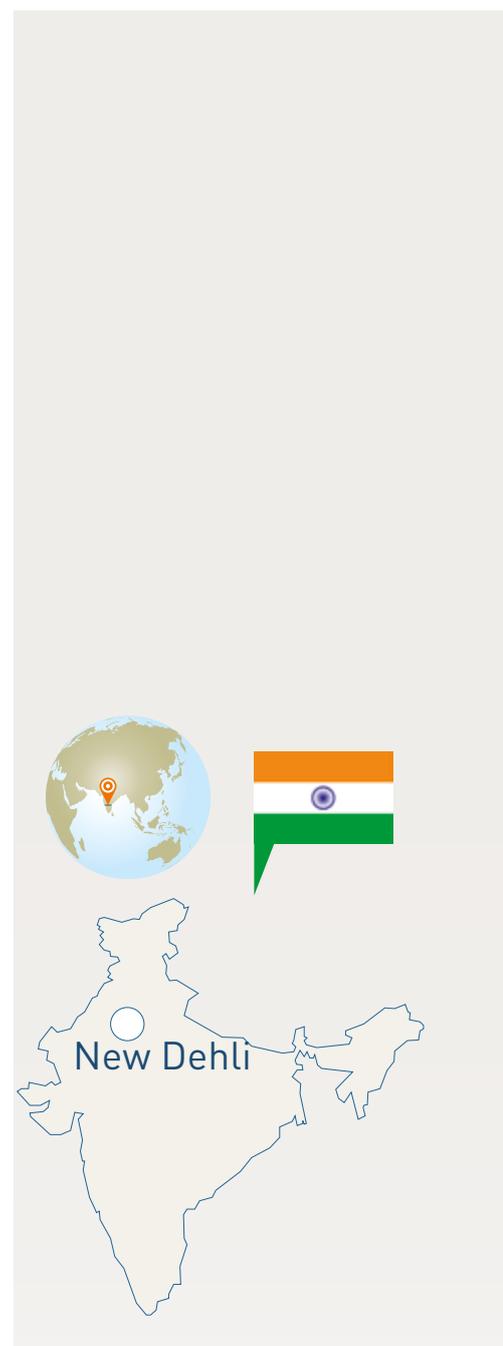
CONTEXTE

L'Inde est la démocratie la plus peuplée au monde et l'une des plus grandes économies. Ces cinq dernières années, le pays a enregistré des taux de croissance variant entre 6% et 9%, atteignant 7,2% en 2011. Toutefois, la pauvreté, la faim, la sous-nutrition, la croissance démographique rapide, les poches de faible gouvernance et la défaillance des systèmes de santé et des indicateurs sont autant de défis de taille auxquels est confronté le pays.

En effet, le pays compte 54% des décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde principalement à cause de la sous-nutrition. Le taux de mortalité maternelle est également très élevé, de nombreux États enregistrant un taux plus élevé qu'en Afrique subsaharienne.

Un autre défi en matière de développement est lié aux groupes socialement discriminés, pour des raisons de caste, d'ethnie, de religion ou de genre. Les États du Rajasthan et du Madhya Pradesh figurent parmi ceux qui ont les pires indicateurs nutritionnels. On estime à 20% le nombre d'enfants qui souffrent d'émaciation au Rajasthan (enquête nationale sur la santé des familles), alors qu'au Madhya Pradesh environ 60% des enfants de moins de 5 ans ont une insuffisance pondérale.

Les ONG locales sont fortement implantées au Rajasthan et au Madhya Pradesh, mais la plupart font du plaidoyer en faveur des droits de l'homme, très peu gèrent des situations d'émaciation et aucune ne travaille sur le traitement de la malnutrition aiguë sévère.



MISSIONS ACF EN INDE

OUVERTURE DE LA MISSION : 2010

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 1140

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 2

PERSONNELS NATIONAUX : 5

FINANCEMENT : ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 235 048 €

IDH : 134/187

INTERVENTIONS ACF

En 2011, ACF en Inde a axé principalement son intervention sur la nutrition et sur la mise en place d'un programme de Prise en charge à base Communautaire de la Malnutrition Aiguë (PCMA) dans les États du Rajasthan et du Madhya Pradesh.

Le gouvernement indien n'ayant pas autorisé l'utilisation d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, les équipes n'ont pas pu déployer la totalité des activités prévues et ont dû se concentrer uniquement sur deux axes : la mobilisation communautaire et le support à la gestion des enfants malnutris modérés. Des partenariats ont été établis avec deux ONG locales pour mener à bien ces activités : CECOEDECON au Madhya Pradesh et Rajasthan, et Seva Mandir au Rajasthan. Suite à la signature de ces accords, les formations du personnel des ONG ont débuté fin juin.

En 2011, ACF en Inde s'est également investie dans l'organisation de plusieurs formations en nutrition en urgence pour des représentants du gouvernement et des ONG. En octobre, une formation a été conduite au Rajasthan auprès de 22 personnes (8 représentants d'ONG locales, 5 d'ONG internationales, 4 du gouvernement du Rajasthan, 1 d'ECHO, 2 freelances et 2 étudiants). Suite au succès de cette session, ECHO a demandé à ACF de participer, en tant qu'expert, au ECHO South Asia Annual Regional Meeting qui a eu lieu à Katmandu en décembre 2011, et d'animer une session de formation pour 15 membres de son équipe sur les mêmes problématiques de nutrition en urgence.

→ INDONÉSIE

CONTEXTE

L'Indonésie a un taux de croissance annuel d'environ 6%. D'ici 2015-2020, elle sera classée, selon les prévisions économiques, parmi les principaux pays émergents. Malgré cela, le pays lutte contre la pauvreté, le chômage, les infrastructures inadéquates, la corruption et l'inégale répartition des ressources entre les régions.

Les inégalités entre les populations sont particulièrement évidentes en matière d'accès aux soins médicaux. 9 des 33 provinces ont des taux d'insuffisance pondérale qui dépassent le seuil critique de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), notamment le Nusa Tenggara Timur où sont déployées les activités d'ACF. La plupart des cas sont concentrés dans les zones rurales des provinces de l'est de l'Indonésie. En général, la sous-nutrition est souvent associée à la pauvreté.

Cette insécurité alimentaire est principalement causée par des ressources en eau souterraine très insuffisantes, des sols pauvres, une topographie difficile, un manque de connaissances agricoles, une insuffisance de l'apport alimentaire, des conditions météorologiques incertaines et la faiblesse des services de santé.



MISSIONS ACF EN INDONÉSIE

OUVERTURE DE LA MISSION : 1997

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 31 101

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 1

PERSONNELS NATIONAUX : 25

FINANCEMENT : AQUA, TYCO, AECID, CDC, HRF,

AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE, ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 918 960 €

IDH : 124/187

INTERVENTIONS ACF

En 2011, les équipes se sont concentrées sur le suivi des projets mis en place suite à l'éruption du volcan Merapi, à Yogyakarta, et elles ont également poursuivi les activités en eau, assainissement et hygiène dans le Timor occidental.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

→ Évaluation de la situation nutritionnelle, en août, dans la zone du Timor occidental en vue de l'ouverture d'un projet de prise en charge à base communautaire de la malnutrition aiguë. Les résultats de cette évaluation mettent en évidence l'urgence de renforcer les structures sanitaires locales sur la base d'un soutien communautaire.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE / TIMOR

→ Amélioration de l'accès à l'eau potable pour 41 400 personnes dans 2 districts de la province à travers le support et le renforcement des capacités des autorités locales et des communautés.

→ Poursuite des activités en eau, assainissement et hygiène.

+ Réponse d'urgence à l'éruption du volcan Merapi

→ Distribution de kits non alimentaires visant à la réhabilitation des moyens d'existence des victimes.

→ Réhabilitation des systèmes de distribution d'eau.

→ Suivi de la réponse d'urgence consistant en des activités de nutrition, santé et pratiques de soins : améliorer la qualité des services de soins et de santé apportés aux enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et/ou allaitantes touchées par l'éruption.

→ Formation des acteurs de santé locaux afin d'avoir un impact plus important sur les populations vulnérables.

→ LIBERIA

CONTEXTE

De 1989 jusqu'aux accords de paix d'Accra en 2003, le Liberia a subi de nombreux épisodes de guerre qui l'ont ravagé et affaibli. Toutefois, le pays essaie de faire face aux besoins non satisfaits de sa population et aux problèmes rencontrés pour sortir de la guerre. A cela s'ajoute la crise politique en Côte d'Ivoire où près de 170 000 personnes se sont réfugiées à l'ouest du Liberia. Les conditions déjà difficiles des populations à la frontière libérienne ont été aggravées par la présence des réfugiés.

Au niveau international, la scène politique libérienne est tenue fermement par la présidente Ellen Johnson Sirleaf mais, au niveau local, le gouvernement n'est pas encore en mesure de fournir correctement tous les services essentiels. Le niveau élevé du chômage reste un facteur puissant de déstabilisation.

De plus, la faiblesse de la disponibilité et de l'accès aux services de base (accès à l'eau potable, conditions sanitaires...) érode la résilience des franges les plus vulnérables de la population, urbaine ou rurale.



MISSIONS ACF AU LIBERIA

OUVERTURE DE LA MISSION : 1990

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 83423

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 6

PERSONNELS NATIONAUX : 112

FINANCEMENT : ECHO, EU, HCR, UNICEF, SDC, ACF,

ENTREPRISES PRIVÉES, HOGAN LEVELS

VOLUME OPÉRATIONNEL : 3 254 037 €

IDH : 182/187

INTERVENTIONS ACF

En 2011, ACF a poursuivi ses activités afin d'accompagner au mieux le développement du pays tout en répondant à la crise provoquée par l'afflux des réfugiés ivoiriens.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

- Soutien et formation technique au traitement de la malnutrition aiguë au sein de 12 centres de santé de Greater Monrovia.
- Formation de ces communautés à la détection de la malnutrition aiguë.
- Amélioration de la prise en charge du traitement de la malnutrition aiguë à travers le renforcement des capacités du ministère de la Santé au niveau central, décentralisé et communautaire.
- Lancement d'actions de plaidoyer pour inscrire la nutrition à l'agenda des politiques de santé.
- Formation des personnels du ministère de la Santé.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

- Amélioration de l'accès à l'eau dans le Lofa à travers le renforcement de capacité de l'ONG locale Gwei, notamment dans l'entretien des infrastructures.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- Distribution de semences et d'outils et formation des populations à la gestion de jardins potagers.
- + Réponse d'urgence aux réfugiés ivoiriens et populations hôtes dans le Nimba :
 - Réponse aux besoins en eau, assainissement et hygiène à près de 6 000 réfugiés du camp de Bahn ainsi qu'aux réfugiés et aux populations hôtes situés à la frontière ivoirienne.
 - Intervention sur les zones frontalières en support à 6 centres de santé gérés par le ministère de la Santé afin d'améliorer la capacité du traitement nutritionnel.

→ MADAGASCAR

CONTEXTE

Madagascar s'est enlisée dans une crise politique majeure depuis les troubles sanglants qui l'ont secouée au début de l'année 2009. La nomination, 2 ans après, d'un Premier ministre de consensus et d'un gouvernement d'unité nationale apaise quelque peu les tensions même si la situation politique reste fragile.

Entre 2005 et 2010, la proportion de Malgaches vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 68,7% à 76,5%. Les indicateurs suivants illustrent le niveau de pauvreté structurelle du pays : il est estimé que 70% de la population souffrent d'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Ce pourcentage atteignant 85% dans les zones affectées par la sécheresse. Avec un taux d'accès à l'eau potable de 42,6%, Madagascar figure parmi les pays les plus en retard au sein de l'Afrique subsaharienne ; et il lui sera difficile d'atteindre un taux de 65% en 2015 tel que fixé pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les difficultés d'accès à des rations alimentaires suffisantes et diversifiées, le faible accès aux soins de santé et à l'eau potable, des pratiques de soins des nourrissons et des jeunes enfants inadéquates, des pratiques sociales favorisant les grossesses précoces, nombreuses et rapprochées sont autant de facteurs contribuant à des taux de sous-nutrition élevés. En effet, la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique globale et plus de 26% de sa forme la plus sévère. La prévalence de la malnutrition aiguë sévère atteindrait 3% en moyenne des enfants de moins de 5 ans.

A cette pauvreté structurelle s'ajoutent l'exposition et la vulnérabilité aux risques de catastrophes naturelles. Madagascar est, en effet, le 3^e pays du monde et le 1^{er} pays d'Afrique le plus vulnérable aux changements climatiques. Une augmentation de la fréquence et de la gravité des désastres naturels est anticipée dans les années à venir : cyclones associés à des inondations et des vents violents, sécheresses...

NOUVELLE MISSION



MISSIONS ACF À MADAGASCAR

OUVERTURE DE LA MISSION : 2011

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : N/A

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 2

PERSONNELS NATIONAUX : N/A

FINANCEMENT : ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 71 333 €

IDH : 151/187

INTERVENTIONS ACF

En mars 2011, ACF a conduit une mission exploratoire dans le pays et a lancé un processus d'enregistrement auprès des autorités malgaches en novembre 2011. Suite à la décision de développer un programme d'activités dans la province de Tulear au sud du pays, des évaluations en nutrition et santé mentale ont été menées en novembre 2011 dans la zone en privilégiant les échanges avec les autorités et organisations présentes au niveau régional et local, les communautés, les agents communautaires...

Cette phase d'évaluation a permis de fournir une base d'informations et d'analyses et d'affiner nos connaissances pour la conception d'un projet intégrant des activités en nutrition, santé et pratiques de soins, en eau, assainissement et hygiène ainsi qu'en sécurité alimentaire et moyens d'existence. Ces évaluations permettront par ailleurs de définir les termes de référence d'enquêtes et d'études devant être menées au premier trimestre de 2012 afin d'approfondir notre connaissance du contexte et de fournir des données de base pour les projets à venir.

→ MONGOLIE

CONTEXTE

La Mongolie est un pays en développement et en pleine transition. Depuis 1990, elle s'est dotée d'un régime démocratique légitimé par la tenue régulière d'élections libres et accessibles à tous. Toutefois, à l'instar de nombreux pays en transition, la Mongolie est confrontée à de nombreux problèmes de gouvernance, ainsi qu'à une corruption croissante.

Son développement rapide s'explique notamment par le fait que son sous-sol est particulièrement abondant en ressources minérales ; et malgré quelques tentatives visant à diversifier les exportations, l'économie mongole demeure extrêmement vulnérable aux facteurs extérieurs : plus de 60% de ses revenus reposent sur l'exportation.

Par ailleurs, depuis 11 ans, les populations rurales migrent vers la capitale et s'installent dans les zones de « ger », ainsi que dans les villes et villages situés sur le trajet du Trans-Mongolie (ligne ferroviaire reliant la Russie à la Chine). Ces migrations ont engendré de nombreux problèmes économiques et sociaux (difficulté de traitement des déchets, accès à l'eau et l'assainissement compliqués, etc.). Les infrastructures, de ces villes et villages, ne peuvent pas accueillir correctement ces nouveaux citoyens.

En outre, les grosses tempêtes hivernales et vagues de froid appelées « dzuud », ont tué des millions de bêtes et détruit les moyens d'existence de centaines de familles d'éleveurs. S'ajoute à cela le phénomène de désertification qui a poussé les populations rurales à migrer et à trouver refuge dans les centres urbains.



Oulan-Bator

MISSIONS ACF EN MONGOLIE

OUVERTURE DE LA MISSION : 2001

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 21 250

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 3

PERSONNELS NATIONAUX : 18

FINANCEMENT : AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE,

AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, VILLES DE

BÉNESVILLE, GISORS, RUBROUCK, ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 379 015 €

IDH : 110/187

INTERVENTIONS ACF



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE / PROJET DE RECHERCHE

→ Renforcement des capacités locales afin d'améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement adaptés au froid qui règne dans les zones de yourtes d'Oulan-Bator. La première phase de ce projet, conçu sur 3 ans, se terminera en 2012. La deuxième phase appliquera les « solutions testées » élaborées dans la première phase auprès d'une population plus large.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

→ Lancement de 2 évaluations sur les besoins en sécurité alimentaire afin de déterminer la pertinence d'une intervention sur le traitement des causes actuelles et futures de l'insécurité alimentaire des ménages.

+ Recherche

→ Signature d'un accord avec l'université de Pékin, fin 2011, pour intégrer une thèse de recherche au sein de la structure de recherche appliquée de la mission. Ce partenariat de 5 ans constituera une importante contribution pour ACF et pour l'ensemble de la communauté humanitaire sur les moyens de répondre aux crises en matière d'assainissement périurbain et permettra de créer une caisse de résonance régionale sur les résultats du projet d'ACF.

→ NÉPAL

CONTEXTE

Dix années de conflit armé (1996-2006), suivies de gouvernements instables, ont compromis la sécurité, la loi et l'ordre au Népal, en particulier dans certains districts de la région Terai. L'économie du Népal ne sera pas en mesure de s'améliorer tant que les questions clés de gouvernance ne seront pas résolues. L'inflation a atteint le record de 8,8% l'année dernière. L'agriculture représente la principale activité économique du pays, avec plus de 70% de la population employée dans ce secteur, mais seulement 20% du territoire est cultivable.

Le modeste taux de croissance de l'économie et le manque d'emplois poussent de nombreux jeunes Népalais à émigrer vers d'autres pays. Les envois de fonds de leur part représentent 23% du PIB et ont un impact important sur la réduction de la pauvreté dans le pays.

Une combinaison de facteurs, tels que la hausse des prix des denrées alimentaires, la sécheresse, les inondations et les glissements de terrain, affectent l'environnement humanitaire au Népal. De même, la sous-nutrition dans le pays est la conséquence de plusieurs causes différentes, allant des contraintes naturelles/géographiques aux incapacités institutionnelles. La pauvreté et les écarts de développement, l'impact du conflit récent, des pratiques inappropriées en matière d'hygiène et de pratiques de soins, les traditions et les violations des droits de l'homme, les faibles apports alimentaires et les carences en micronutriments : tous ces facteurs, plus ou moins pertinents et importants selon la zone géographique en question, expliquent l'état nutritionnel de la population.

RÉOUVERTURE DE LA MISSION



Katmandou

MISSIONS ACF AU NÉPAL

OUVERTURE DE LA MISSION : 2011

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : N/A

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 1

PERSONNELS NATIONAUX : 5

FINANCEMENT : ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 57492€

IDH : 157/187

INTERVENTIONS ACF

ACF est intervenue au Népal entre 2005 et 2009, mais le manque de fonds et la structure inadaptée ont précipité la fermeture de la mission malgré les besoins élevés de la population. Néanmoins, suite à une mission exploratoire dans le pays, en août 2011, ACF a pu à nouveau reprendre ses activités sur l'invitation du ministère de la Santé. Toutefois, ce dernier a souhaité qu'ACF s'engage dans le pays pour une durée de 5 ans, en menant un travail sur l'évaluation, la surveillance, le suivi et la gestion des données issues de la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë dans les districts pilotes de cette évaluation (Timor occidental, Kupang).

Les objectifs de cette mission exploratoire ont été d'évaluer les taux de sous-nutrition, le rôle futur d'ACF dans le pays et la pertinence de son intervention. L'absence d'acteurs spécialisés en matière de gestion de la malnutrition aiguë dans le pays et les taux d'émaciation enregistrés au cours des cinq dernières années ont incité ACF à intervenir.

Pendant les premiers mois d'ouverture de la mission, le chef de mission a concentré son travail sur l'enregistrement d'ACF dans le pays, l'organisation de réunions avec d'importants acteurs et le développement de sa stratégie d'intervention pour 2012.

L'équipe sur le terrain a ciblé la future région d'intervention d'ACF, puis a évalué les besoins réels des populations. Une organisation locale, avec qui ACF travaillait déjà en 2008, a été identifiée comme partenaire dans la mise en place des programmes.

Le chef de mission a rencontré l'UNICEF et le ministère de la Santé qui ont mis en place des projets pilotes de prise en charge à base communautaire de la malnutrition aiguë, notamment dans un nouveau district : la région du Terai.

→ RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

CONTEXTE

En République centrafricaine, la situation politique et sécuritaire demeure très instable. En effet, malgré un cessez-le-feu signé par les rebelles en 2008, l'Etat manque de légitimité et la réélection du président en 2011 a été fortement décriée. Plus globalement, l'État peine à endiguer la dégradation continue de la sécurité humaine et l'essor de la pauvreté. Malgré une certaine reprise après la crise de 2008, la croissance économique est trop faible pour avoir un impact sur la réduction de la pauvreté et la création d'emplois. La RCA reste un État fragile et vulnérable au moindre choc économique.

En 2011, le nombre de déplacés a continué à augmenter pour atteindre 190 000 personnes. De plus, 160 000 Centrafricains étaient toujours réfugiés à l'étranger. Le nombre élevé de déplacés risque très probablement de générer de nouveaux mouvements de population dans les trois prochaines années : nouveaux déplacements internes ou mouvements de retour.

La situation nutritionnelle en RCA ne peut être qualifiée d'urgence mais il y a de véritables problématiques structurelles ayant des causes profondes et nécessitant des réponses complexes. L'ensemble des préfectures sanitaires est touché par la sous-nutrition avec un pic saisonnier en période de soudure.

MISSIONS ACF EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

OUVERTURE DE LA MISSION : 2005

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 74 849

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 21

PERSONNELS NATIONAUX : 165

FINANCEMENT : UN FONDS PRIVÉS, DEVCO, ECHO, GOUVERNEMENT FRANÇAIS, AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE, SMART PHARMA CONSULTING, ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 3 283 826 €

IDH : 179/187



INTERVENTIONS ACF

En 2011, ACF a renforcé son positionnement urgence-développement dans le pays et continue à développer les trois axes suivants : l'approche communautaire, le renforcement de nos partenaires et l'approche intégrée. Par ailleurs, ACF a amplifié ses capacités de collecte de données, d'analyse et d'alerte, et a mis en place un système de surveillance.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

- Renforcement de la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë et soutien du centre pédiatrique de l'hôpital de Bangui pour la prise en charge de la malnutrition aiguë (PCMA) avec complication médicale.
- Ouverture d'un programme nutritionnel PCMA dans le Sud-Ouest, à Nola, en réponse à une élévation des taux de sous-nutrition.



EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

- Mise en place d'un programme de développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la préfecture de l'Ouham, en zone rurale.
- Lancement d'un programme d'accès à l'eau dans le Sud-Ouest, région de Nola, dans le cadre d'un programme intégré (sécurité alimentaire et la nutrition).
- Réalisation de point d'eau en urgence, en coopération avec le CICR, dans le Sud-Est, pour les populations déplacées en raison des violences ou menace de la LRA (Lord Resistance Army).



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

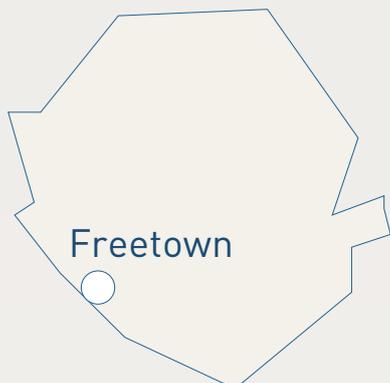
- Programme de développement de l'activité agricole et maraîchère dans l'Ouham, en zone rurale.
- Programme de développement de l'activité agricole et maraîchère dans le Sud-Ouest, région de Nola, dans le cadre d'un programme intégré en sécurité alimentaire et moyens d'existence et nutrition, santé et pratiques de soins.
- Distribution alimentaire en période de soudure dans la zone de Markounda.
- **Réponse d'urgence à l'épidémie de choléra**
- Distribution de kits d'hygiène et de traitement de l'eau dans le sud de Bangui ainsi que dans la capitale centrafricaine.
- Appui à la mise en quarantaine des cas de choléra dans les centres de traitement gérés par MSF.
- Alimentation en eau potable de ces centres.

→ SIERRA LEONE

CONTEXTE

Après 10 ans de guerre civile, la Sierra Leone jouit d'une stabilité politique sans précédent grâce à l'accord de paix conclu en 2001. Toutefois, le pays reste l'un des plus pauvres au monde et ce malgré des progrès non négligeables réalisés ces dernières années. En effet, les réseaux électriques et routiers ont été développés, ainsi que le système de santé.

En collaboration avec la Banque mondiale, le gouvernement sierra-leonais a défini un plan de réduction de la pauvreté sur la période 2008-2012. Les principaux piliers sont : l'amélioration de la situation électrique nationale, le développement des réseaux nationaux de transport, l'augmentation de la productivité agricole ainsi que le rendement de la pêche et, enfin, la prise en compte des aspects sociaux et humanitaires.



MISSIONS ACF EN SIERRA LEONE

OUVERTURE DE LA MISSION : 1991

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 101 556

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 7

PERSONNELS NATIONAUX : 68

FINANCEMENT : DFID, SDC, UNICEF, FAO, ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 1 167 638 €

IDH : 180/187

INTERVENTIONS ACF

En 2011, ACF a poursuivi sa stratégie de relance et de développement avec les acteurs locaux et les groupes de travail au niveau national.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

- Renforcement des capacités nationales à la détection et au traitement de la sous-nutrition infantile suivant les recommandations de la politique nationale.
- Formation de volontaires à l'approche communautaire du traitement de la sous-nutrition notamment sur les principes de prévention et de détection de la malnutrition aiguë.
- Soutien à l'équipe sanitaire de Moyamba afin d'améliorer, de façon pérenne, la détection et le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée à travers des formations adéquates.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

- Amélioration de l'accès à l'eau et augmentation de l'accès aux infrastructures en eau et assainissement dans les milieux urbains de Freetown et développement de la responsabilisation des autorités en charge.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- Soutien à la commercialisation de la production des petits exploitants afin d'augmenter substantiellement la production agricole des exploitants de Moyamba à travers la formation des acteurs locaux, en partenariat avec Mocada, association locale.
- Développement d'un programme « argent contre travail » dans les bidonvilles de Freetown, par le biais de 4 associations, afin de développer les systèmes d'irrigation pour les jardins communautaires, d'améliorer les bonnes pratiques agricoles et de former les bénéficiaires aux bonnes pratiques nutritionnelles.

+ Avec le Consortium d'ONG internationales

- Prévention du choléra et d'autres maladies diarrhéiques à travers la restauration du système de drainage des bidonvilles de Freetown ayant subi des inondations.
- Distribution d'équipements et d'outils de drainage afin de renforcer leur autonomie face aux éventuelles inondations.

→ SOMALIE

CONTEXTE

En juin 2011, la Somalie a traversé une grave crise humanitaire, provoquée par un déficit de précipitations en 2010 et 2011, se caractérisant par les plus mauvaises récoltes jamais enregistrées depuis 17 ans et par un conflit continu. 4 millions de personnes en ont subi les conséquences en 2011. Par ailleurs, une guerre civile oppose le Gouvernement Transitoire de Somalie (TFG) et les milices Shababs. Après de violents combats au 1er semestre 2011, puis de nouveau en fin d'année, les milices Shababs contrôlent désormais la majorité des zones Sud et centrales du pays tandis que le TFG a repris le contrôle de Mogadiscio, même s'il ne dispose pas d'une autorité totale sur la ville, et le long de la frontière avec le Kenya et l'Éthiopie.

La menace d'attaques terroristes sur le sol somalien a poussé l'IGAD (Intergovernmental Authority on Development), l'Union Africaine et la communauté internationale à renouveler leur soutien au TFG et à l'accompagner dans ses efforts pour rétablir la paix et la sécurité en Somalie. Des troupes supplémentaires ont été envoyées pour renforcer les unités de l'Union Africaine déjà sur place.

D'après l'UNHCR, 479 000 Somaliens ont trouvé refuge au Kenya, dont plus de 150 000 en 2011 dans le camp de Dadaab du fait de la famine et de la guerre; 160 000 Somaliens se sont réfugiés en Éthiopie, à Dollo Ado, et 910 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur de la Somalie.

Suite à l'expulsion de 16 organisations humanitaires opérant dans les zones contrôlées par les Shababs le 28 novembre 2011, ACF s'est vu interdire d'opérer dans la région de Wajid, mais reste présente sur Mogadiscio.



MISSIONS ACF EN SOMALIE

OUVERTURE DE LA MISSION : 1992	FINANCEMENT : ECHO, DFID, OCHA, FONDATIONS PRIVÉES, COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FRANÇAISES, ACF
NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 432 634	VOLUME OPÉRATIONNEL : 5 111 111 €
PERSONNELS INTERNATIONAUX : 5	IDH : N/A
PERSONNELS NATIONAUX : 202	

INTERVENTIONS ACF



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

- Traitement des enfants, de moins de 5 ans, victimes de malnutrition aiguë sévère à travers 2 centres nutritionnels thérapeutiques et 14 sites de prise en charge thérapeutique ambulatoire.
- Prise en charge des enfants de moins de 5 ans victimes de malnutrition aiguë modérée.
- Consultations gratuites, soins et distributions de médicaments gratuits dans le service de consultations externes d'ACF.
- Consultations anténatales et postnatales dans le cadre d'activités de santé mères-enfants.
- Vaccinations gratuites contre la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite et la rougeole.
- Dispense de sessions d'éducation à la santé primaire.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

- Amélioration de la disponibilité et de l'accès à l'eau de base et promotion à l'hygiène.
- Chloration, à Mogadiscio, et réhabilitation de puits à Mogadiscio et Wajid.
- Formation de comités d'entretien des puits.
- Distribution de kits d'hygiène à Mogadiscio.
- Mise en place de sessions de promotion à l'hygiène à Mogadiscio et Wajid.
- Construction de latrines publiques à Mogadiscio.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE / WAJID

- Transfert d'argent pour près de 7 880 ménages.
- Distribution de rations alimentaires à 16 500 ménages.
- Distribution de compléments alimentaires à près de 8 000 ménages.



CONTEXTE

Le contexte régional politique et sécuritaire au Tchad reste fragile et la contestation politique interne a particulièrement marqué ces dernières années. Ces deux facteurs ont entraîné d'importants déplacements de populations à l'est du pays. Si les relations avec les pays limitrophes, notamment avec le Soudan, tendent à se normaliser, et les groupes armés d'opposition jouissent aujourd'hui d'un faible soutien, la situation politique, économique, sécuritaire et humanitaire n'en reste pas moins compliquée.

La crise libyenne a également marqué l'année 2011 et la relation économique privilégiée avec la Libye a obligé le gouvernement à revoir ses orientations. L'arrêt de l'envoi d'argent des nombreux Tchadiens travaillant en Libye a eu un impact considérable sur l'économie des ménages, essentiellement dans la bande sahélienne.

Même si certaines zones, comme le bassin du lac Tchad ou les zones pétrolières du Sud, constituent des poumons économiques, la déstructuration et la pauvreté chroniques affectent l'ensemble du pays.

MISSIONS ACF AU TCHAD

OUVERTURE DE LA MISSION : 1982

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 356 123

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 15

PERSONNELS NATIONAUX : 179

FINANCEMENT : ECHO, DEVCO, DFID, OFDA, AGENCES

DES NATIONS UNIES, SIDA, SAP, ACF

VOLUME OPÉRATIONNEL : 4 945 697 €

IDH : 183

INTERVENTIONS ACF

En 2011, ACF a réaffirmé sa volonté de placer la prévention, la détection et la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère au cœur de son intervention. A l'Est du Tchad, du fait des retours des déplacés, notre action a évolué au regard des besoins humanitaires de ces populations et de la réduction de l'espace humanitaire.



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS

- Appui aux services sanitaires des districts de la région du Grand Kanem à travers la formation, le conseil, la supervision, l'approvisionnement en médicaments et en produits nutritionnels et la réhabilitation des centres de santé.
- Renforcement de l'approche communautaire de la prise en charge de la malnutrition par une mobilisation des volontaires au dépistage actif de la sous-nutrition.
- Mise en place d'activités de renforcement des pratiques de soins materno-infantiles.
- Mise en place d'une surveillance nutritionnelle.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

- Autonomisation des points d'eau.
- Dispense de séances de promotion à l'hygiène par des modes alternatifs de sensibilisation (ex : théâtre).
- Construction de forages et réhabilitation des puits et des latrines familiales et communautaires.
- Formation et suivi des comités d'utilisateurs de points d'eau.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- Soutien à la constitution de banques de céréales et de crédits de stockage.
- Mise en place de campagnes de vaccination et de déparasitage des animaux avant le départ et à leur retour en transhumance.
- Distribution de semences et d'outils et mise en place de formations agricoles (culture vivrière et maraîchère).
- Sélection, formation et suivi de relais agricoles afin de renforcer les capacités locales.
- + **Réponse d'urgence à l'épidémie de choléra**
 - Distribution des savons, de Javel et des kits d'hygiène.
 - Formation des volontaires de la Croix-Rouge tchadienne pour sensibiliser les populations aux bonnes pratiques d'hygiène.
- + **Recherche appliquée**
 - Fin du projet en matière de prévention de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6-36 mois via des suppléments nutritionnels prêts à l'emploi initié en 2010.

→ ZIMBABWE

CONTEXTE

Le Zimbabwe poursuit sa politique de redressement qui a permis de stabiliser l'économie du pays et qui a conduit à des progrès significatifs sur les défis humanitaires et les objectifs de développement.

Toutefois, selon les estimations d'ACF, 70% des patients atteints de malnutrition aiguë sévère le sont également du VIH. Une hypothèse veut que les taux croissants de malnutrition chronique au Zimbabwe soient liés non seulement à la prolifération du VIH mais aussi aux problèmes intestinaux causés par la pénurie d'infrastructures d'assainissement.

Le choléra menace également les populations du fait de la détérioration des systèmes de santé, d'eau et d'assainissement au cours des dix dernières années. Cependant, la récente flambée, 2010-2011, a démontré la capacité du pays à gérer une nouvelle épidémie avec l'assistance internationale.

L'augmentation des récoltes de céréales représente un changement notable par rapport aux années précédentes. Il s'agit de la première augmentation depuis plus de dix ans, et bien que des problèmes liés à la distribution et au contrôle des céréales dans le pays subsistent, le progrès est significatif et représente le résultat d'un travail important effectué dans ce secteur. Les précipitations élevées et les bonnes récoltes sont aussi une des causes. Les distributions alimentaires ont fortement diminué et un nombre peu important de partenaires est aujourd'hui impliqué dans des activités d'aide alimentaire.



MISSIONS ACF AU ZIMBABWE

OUVERTURE DE LA MISSION : 2002

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES : 361 128

PERSONNELS INTERNATIONAUX : 5

PERSONNELS NATIONAUX : 168

FINANCEMENT : UNICEF, OFDA, CIAA, EUROPEAID,
GOUVERNEMENT HOLLANDAIS, SAVE THE CHILDREN,
PRP, CIDA, JAPON, AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE,
AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, ACF
VOLUME OPÉRATIONNEL : 4 131 898 €
IDH : 173

INTERVENTIONS ACF



NUTRITION, SANTÉ ET PRATIQUES DE SOINS / VIH

- Amélioration de l'état nutritionnel des personnes, des femmes enceintes et/ou allaitantes, atteintes du VIH dans la région de Save Valley, grâce à l'accès à une alimentation saine et diversifiée ainsi qu'à une meilleure hygiène.
- Une évaluation des besoins, sur l'ensemble des domaines d'intervention d'ACF, a été établie dans la région de Save Valley.
- Reconstitution du projet de prise en charge communautaire de malnutrition, dans les provinces de Masvingo, du Midlands et du Matabeleland Sud (prévention de la sous-nutrition au niveau des communautés et renforcement des capacités des membres, notamment sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, du ministère de la Santé).



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

- Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, au domicile mais aussi dans les écoles.
- Mise en œuvre d'un programme de réponse et de préparation au choléra dans les provinces de Masvingo et du Manicaland, suite à l'épidémie de 2008.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

- Mise en place d'un projet de soutien agricole et maraîchage dans les provinces du Midlands et du Matabeleland Sud.
- Reconstitution du programme innovant de « jardins urbains » à Masvingo.



→ LES COMPTES 2011

LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2011 SONT LES SUIVANTS :

- une augmentation du montant total des **emplois** (dépenses), de 102,2 M€ à 104,9 M€, soit +2,6% ;
- une croissance des **missions sociales** de +3,8%. Les **dépenses opérationnelles** à l'international progressent également, à 61,7 M€ contre 60,6 M€ en 2010 :
 - la mission Haïti représente 21% du total des dépenses, même si l'activité est en baisse (12,7 M€ en 2011 contre près de 19 M€ en 2010),
 - l'activité opérationnelle augmente significativement par rapport à 2010 sur plusieurs missions en raison des urgences ou crises alimentaires,
 - en Côte d'Ivoire et au Liberia (+6,5 M€ au total),
 - dans les pays de la Corne de l'Afrique (Djibouti, Ethiopie, Somalie) avec une progression totale de +4 M€
 - d'autres missions voient également leur volume opérationnel augmenter avec les besoins humanitaires notamment la Centrafrique, l'Afghanistan et le Burkina Faso,
 - l'année 2011 est aussi marquée par l'ouverture de missions à Madagascar, au Népal et au Yémen ;
- une nouvelle progression des ressources issues de la **générosité publique** atteignant un montant de 40,2 M€. Ceci représente une augmentation de 11% par rapport à 2010, notamment grâce à une bonne réponse lors de l'urgence de la Corne de l'Afrique ;
- le total des **subventions des bailleurs de fonds institutionnels** ou des subventions d'origine privée stable par rapport à 2010, à hauteur de 50,3 M€ ;
- l'analyse des principaux ratios du Compte d'Emploi des Ressources, montre, pour les emplois, un ratio stable par rapport à 2010 (84,8% des emplois en missions sociales contre 85,2% en 2010). En termes de ressources, la part des ressources collectées auprès du public progresse : elle représente 41,4% des ressources en 2011 contre 38,3% en 2010.

L'année 2011 présente un **excédent de gestion** d'un montant important de 8,3 M€. Il est lié principalement à des niveaux de collecte de fonds privés non affectés supérieurs aux attentes (36,2 M€ réalisés vs 32,1 M€ au budget, soit +13%) et à une plus grande efficacité pour certaines activités. La plus grande efficacité de nos dépenses opérationnelles s'explique tout d'abord par un effet de taille : le supplément de volume d'activité (61,7 M€ réalisée vs 56,1 M€ au budget) a permis de mieux absorber certaines dépenses fixes, en les diluant plus que prévu, tout en bénéficiant de ressources supplémentaires et en réduisant certaines dépenses de structure. On peut estimer ce gain d'échelle à 2 M€. Le gain d'efficacité s'explique aussi par des économies sur plusieurs postes, pour un total de 1,8 M€, notamment en ce qui concerne les frais de recherche de fonds et divers frais de fonctionnement.

Cet excédent exceptionnel nous donne l'opportunité de donner une impulsion concrète à un de nos axes stratégiques, la création et le développement d'une future structure internationale issue du réseau existant ACF, sans pour autant mettre en péril la solidité financière d'ACF ni sa capacité à financer ses programmes humanitaires. Cette future structure internationale aura vocation à explorer des nouveaux pays de collecte auprès des particuliers afin de renforcer nos ressources et notre indépendance. Mais elle aura aussi pour objet de mettre en commun des moyens d'action. Une partie du résultat (4 M€) est donc affectée à la Réserve Pour Projet Associatif Développement International, pour financer la future structure internationale. En complément, 600 K€ sont alloués au soutien du réseau ACF International, et en particulier, à la création d'ACF-Inde (cf. encart « Politique de réserves et affectation du résultat 2011 »).

EMPLOIS ET RESSOURCES 2011

Les emplois (colonne 1) et les ressources (colonne 2) de l'année

Les graphiques de la page suivante montrent que, pour 100 euros dépensés en emplois, 84,8 euros sont dépensés en Missions Sociales, 11,6 euros en Recherche de Fonds et 3,6 euros en Fonctionnement.

Les ressources sont issues à 51,8% des subventions et autres concours publics, à 41,4% de la générosité du public, à 3,6% d'autres fonds privés et à 3,2% d'autres produits.

Utilisation des ressources de l'année (colonnes 3 et 4)

Le total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public s'élève à 35,1 M€. Ce montant représente 87% des ressources collectées auprès du public dans l'année.

La générosité du public a été utilisée principalement pour le financement des missions sociales et des frais de recherche de fonds. Au niveau des Missions Sociales, la générosité du public participe notamment à une partie des missions réalisées à l'étranger (programmes sur le terrain et support aux opérations) et aux missions réalisées en France (campagnes d'information et de sensibilisation).

Les dons affectés par nos donateurs sont suivis spécifiquement et dédiés aux interventions concernées. A noter que 366 K€ de dons collectés en France ont été attribués à des programmes d'ACF New York.

PERSPECTIVES 2012

Le budget de l'exercice 2012 a été voté en séance du Conseil d'Administration du 15 décembre 2011.

Ce nouveau budget prévoit des dépenses opérationnelles de 64,5 M€ en augmentation par rapport aux dépenses opérationnelles de 2011 (61,7 M€) et par rapport au budget 2011 (56,1 M€).

L'urgence Corne de l'Afrique de l'été 2011 continue de générer un volume important d'activité, limité toutefois par les difficultés d'accès à certaines régions.

Les objectifs de collecte de fonds privés pour 2012 ont été fixés à 36,7 M€, un niveau inférieur au réalisé de 2011 à 42,4 M€, aucune urgence de nature à impacter la collecte n'étant prévue dans le budget 2012, alors que la collecte 2011 a été favorisée par l'urgence liée à la Corne de l'Afrique.

En 2012, les dépenses reflètent l'accent mis sur deux grandes orientations dont la mise en œuvre prend véritablement effet à compter de 2012 : le développement du plaidoyer (+0,5 M€), qui fait partie de nos missions sociales et l'investissement dans les Systèmes d'Informations (+0,8 M€), un enjeu fort de modernisation, mais dont le coût va impacter nos frais de fonctionnement.

Le budget 2012 prévoit un déficit de 2,8 M€, compte tenu de l'utilisation de 3,3 M€ de réserves pour projets associatifs.

*Fait à Paris, jeudi 31 mai 2011
Le trésorier, Christophe Houedec*

→ ACTION CONTRE LA FAIM

Compte d'emploi des ressources 2011

EMPLOIS (en milliers d'euros)	Emplois de 2011 = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2011 (3)
-------------------------------	--	---

1 - MISSIONS SOCIALES	76 293	24 948
1.1 - MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES EN FRANCE	2 497	
Actions réalisées directement	2 497	
Versements à d'autres organismes agissant en France	0	
1.2 - MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES A L'ETRANGER	73 795	
Actions réalisées directement	73 219	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	576	

2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	10 412	9 852
2.1 - FRAIS D'APPEL A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	9 852	
2.2 - FRAIS DE RECHERCHE DES AUTRES FONDS PRIVÉS	560	
2.3 - CHARGES LIÉES À LA RECHERCHE DE SUBVENTIONS	0	

3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	3 264	101
TOTAL	34 900	

I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT 89 969

II - DOTATIONS AUX PROVISIONS 1 613

III - ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES 4 987

IV - EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE 8 301

V - TOTAL GÉNÉRAL 104 870

V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public 267

VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public 33

VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public 35 134

ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 2 441

RESSOURCES (en milliers d'euros)	Ressources collectées sur 2011 = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2011 (4)
----------------------------------	---	--

REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE 19 775

1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	40 174	40 174
1.1 - DONS ET LEGS COLLECTÉS	36 016	
Dons manuels non affectés	32 077	
Dons manuels affectés	3 466	
Legs et autres libéralités non affectés	473	
Legs et autres libéralités affectés	0	
1.2 - AUTRES PRODUITS LIÉS À L'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	4 158	

2 - AUTRES FONDS PRIVÉS 3 484

3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS 50 288

4 - AUTRES PRODUITS 3 083

I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT 97 029

II - REPRISES DES PROVISIONS 1 677

III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS 6 165

IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC 919

V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE 0

VI - TOTAL GÉNÉRAL 104 870 41 093

VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public 35 134

SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE 25 733

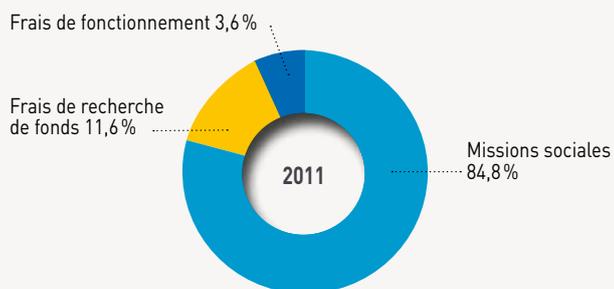
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 2 441

ACTION CONTRE LA FAIM BILAN SIMPLIFIÉ 2011

ACTIF en milliers d'euros	2011 Net	2010 Net
Actif Immobilisé	2 030	1 033
Stocks	991	921
Créances	22 212	18 702
Disponibilités	53 789	41 910
Actif circulant	76 993	61 534
Comptes de régularisation	1 594	789
TOTAL ACTIF	80 616	63 356

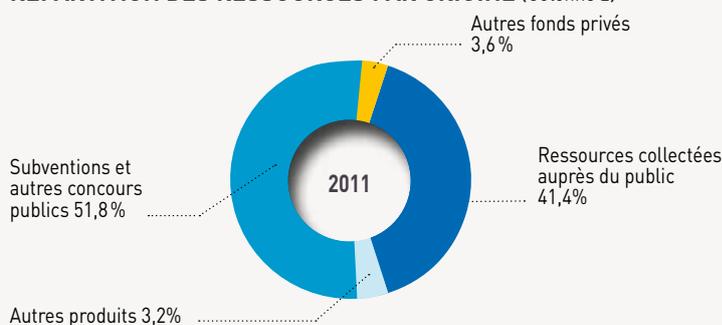
PASSIF en milliers d'euros	2011	2010
Fonds propres	38 887	30 586
Provision pour risques et charges	1 746	1 588
Fonds dédiés	11 381	12 558
Dettes	27 508	17 987
Comptes de régularisation	1 094	637
TOTAL PASSIF	80 616	63 356

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR DESTINATION (Colonne 1)



Ce graphique présente le montant de chaque rubrique d'emploi par rapport au total des emplois du Compte d'Emploi des Ressources (total I).

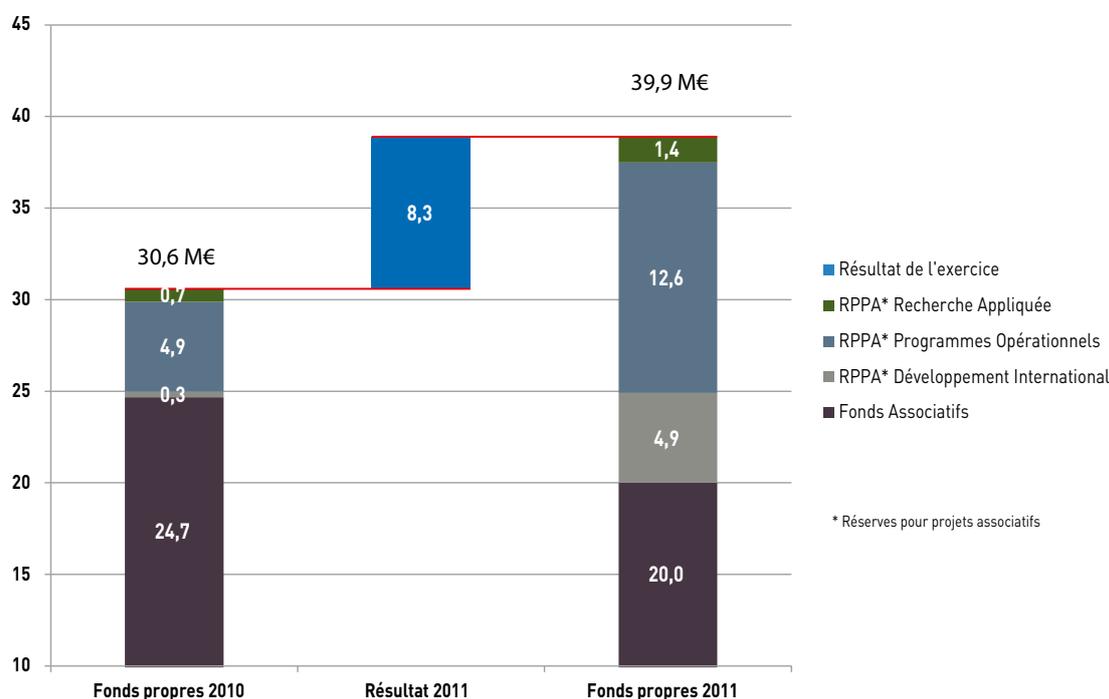
RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR ORIGINE (Colonne 2)



Ce graphique présente le montant de chaque type de ressource par rapport au total des ressources du Compte d'Emploi des Ressources (total I).

POLITIQUE DE RÉSERVES ET AFFECTATION DU RÉSULTAT 2011

Le graphique présente l'affectation de l'excédent de gestion 2011 de 8,3 M€ :



RPPA* Développement International : dont 4 M€ pour ACF et 0,6 M€ pour ACF Inde affectés en 2011

Parallèlement à l'augmentation de la RPPA Développement International de 4,6 M€ (cf. texte sur les comptes 2011), nous affectons 3 M€ pour la RPPA Programmes opérationnels et 0,7 M€ pour la RPPA Recherche. La RPPA Programmes opérationnels est complétée de 4,7 M€ par transfert du fonds associatif pour arriver à un total d'augmentation de 7,7 M€. Ceci a pour objet de renforcer notre capacité à mener certains de nos programmes opérationnels ainsi que notre capacité à mener des activités de recherche indispensables à l'amélioration de notre efficacité sur le terrain. Mais notre objectif est aussi, en affectant des montants importants, réservés, de donner à nos équipes les moyens d'avoir une vision pluriannuelle sur ces activités.

A fin 2011, les fonds propres de l'association s'élèvent à 38,9 M€ (provenant à 78% de la générosité du public). Après affectation du résultat 2011, les Fonds Associatifs hors réserves représentent un peu plus de 2 mois d'activité et donne à l'organisation la latitude de faire face à d'éventuelles difficultés conjoncturelles tout en poursuivant son action.



MERCI À NOS PARTENAIRES !

Les projets d'Action contre la Faim ne pourraient aboutir sans la contribution de ses différents partenaires.

PARTICULIERS

Un grand merci à nos 481 286 donateurs qui ont contribué se mobiliser à nos côtés en 2011, portant la collecte issue des particuliers à près de 42 millions d'euros.

PARTENAIRES PRIVÉS

Nous adressons nos plus sincères remerciements à l'ensemble de nos partenaires qui, en 2011, ont permis à Action contre la Faim de collecter plus de 4,6 millions d'euros : Aelia, Agnès B, Airbus Corporate Foundation, Amundi Asset Management, Amundi Expertise ISR, Atlantique Stade Rochelais, The Boston Consulting Group, BNP Paribas, BRITA France, Caisse d'Épargne, Cartier International, Charal, Citroën, Crédit Coopératif, Émeraude International, Fondation Ensemble, Association Ouest-France Solidarité, Fonds Suez Environnement Initiatives, Fondation Veolia Environnement, Groupe Chèque Déjeuner, HSBC, Laïta, ORPI, Paul, Rotary Club de Cergy, Smart Pharma Consulting, Société Générale Délégation régionale de Marseille, Solidaime, Système U, 750 grammes et tous les autres...

PARTENAIRES PUBLICS

En France : en 2011, cinq des six agences de l'eau françaises (Seine-Normandie, Adour-Garonne, Artois-Picardie, Rhin-Meuse et Loire-Bretagne) ont renouvelé leur engagement à nos côtés.

Nous remercions les villes de Rubrouck et de Gisors pour leur fidèle soutien.

Nous souhaitons également remercier les Conseils régionaux Bourgogne, Midi-Pyrénées, Nord-Pas de Calais, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, les Conseils généraux Indre-et-Loire, Loire-Atlantique et Val de Marne, les villes et agglomérations de Annemasse, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon, Montbéliard, Montpellier et Pau, ainsi que le SICASIL et l'ensemble des collectivités territoriales qui nous ont soutenus suite à la crise humanitaire dans la Corne de l'Afrique et à la crise post-électorale en Côte d'Ivoire.

Nous tenons à remercier particulièrement la Ville de Paris pour sa confiance et son soutien.

Puis, nous remercions le gouvernement français au travers du CIAA, du Centre de Crise et de l'AFD qui a renouvelé son soutien à des actions d'Action contre la Faim sur les missions.



A l'international : Les bailleurs de fonds publics à l'international restent les partenaires principaux d'Action contre la Faim dans la mise en œuvre des programmes et projets sur les missions.

En 2011, l'Union Européenne au travers de la DG ECHO et de la DG DEVCO, les gouvernements américain au travers d'USAID (y compris OFDA) et du BPRM, britannique (DFID), espagnol (AECID), canadien (ACDI/CIDA), suisse (DDC/SDC), néerlandais, suédois (SIDA), ainsi que certaines ambassades (Japon, Danemark), plusieurs agences des Nations Unies (UNICEF, PAM, FAO, OCHA, UNHCR, PNUD) ont renouvelé et affirmé leur confiance dans la pertinence, l'efficacité et la qualité des actions entreprises par Action contre la Faim dans le cadre de situations de préparation aux désastres, de crise et de post-crise.

PARTENAIRES TECHNIQUES

En 2011, Action contre la Faim a renforcé ses liens avec l'institut Bioforce Développement, le Comité National d'éthique, la fondation régionale d'Afrique de l'Ouest 2IE, les universités d'Avignon, de Paris VI, l'Université des Sciences et Technologies de Pékin, l'Université de Gent (Belgique), Université de Montréal, London School of Hygiene and Tropical Medicine, University College of London, Tufts University (Boston), University of Zimbabwe, Agroparistech, l'École des Mines de Paris, l'ENN, Overseas Development Institute (ODI), les CDC (Centers for Disease Control and Prevention), avec l'Institut de Recherche et Développement en France (IRD) et le CEFIRSE (Inde), le CNRS, ICDDR (Bangladesh), avec les organisations World Food Programme, Food and Agriculture Organization, Save the Children-UK, le GRET, Concern, TearFund, MSF, Valid International, Oxfam, CARE, VOICE, Infant Feeding in Emergencies, et le Humanitarian Health and Nutrition Tracking Service (HNTS), TAFAD et l'Institut Pasteur-Tchad.

ACF a également travaillé en étroite collaboration avec le SCN (Standing Committee on Nutrition / Comité permanent sur la Nutrition), le CaLP (Cash Learning in Partnership) et a poursuivi son partenariat avec le Global Nutrition Cluster, le Global Food Security Cluster, l'IASC Psychosocial Working Group et le Global WASH Cluster, ainsi que ses partenariats de plaidoyer technique, avec le Partenariat Français de l'Eau, la Coalition Eau et la Fondation End Water Poverty (UK), EFARD (European Forum on Agricultural Research for Development), projet SUNRAY ("Sustainable Nutrition Research for Africa in the Years to come"), projet FAHRE (Food and Health Research in Europe) et les partenaires locaux SOS-Sahel (Burkina Faso), ADEMA (Haïti), Yasna (Indonésie), GWEI (Libéria), DCSA (Afghanistan), CIRSEE (Centre International de Recherche Sur l'Eau et l'Environnement).

Ne jamais oublier, ne jamais renoncer

